

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

24 MARS 1994

PROJET DE LOI

visant à promouvoir une répartition
équilibrée des hommes et des femmes sur les
listes de candidatures aux élections

PROPOSITION DE LOI

visant à promouvoir la présence
de femmes sur les listes lors
des élections législatives

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code électoral en vue d'assurer
la représentation égale des hommes et des
femmes sur les listes électorales

PROPOSITION DE LOI

insérant des articles 117^{bis} et 119^{quater}
dans le Code électoral et modifiant
les articles 120, 123 et 125
du même Code

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. SCHELLENS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de
loi lors de ses réunions des 9 et 16 mars 1994.

(1) Composition de la Commission : voir p. 2.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

24 MAART 1994

WETSONTWERP

ter bevordering van een evenwichtige
verdeling van mannen en vrouwen op de
kandidatenlijsten voor de verkiezingen

WETSVOORSTEL

tot bevordering van de aanwezigheid
van vrouwen op de lijsten bij
parlementsverkiezingen

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het kieswetboek met het oog
op de gelijke vertegenwoordiging van mannen
en vrouwen op de kieslijsten

WETSVOORSTEL

houdende invoeging van de artikelen 117^{bis}
en 119^{quater} in het Kieswetboek en tot
wijziging van de artikelen 120, 123
en 125 van hetzelfde Wetboek

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER SCHELLENS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken
tijdens haar vergaderingen van 9 en 16 maart 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie : zie blz. 2.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le Ministre de l'Intérieur rappelle que l'accord de gouvernement du 9 mars 1992 prévoit en son chapitre III, point 5, dernier alinéa, que « le Gouvernement continuera à promouvoir résolument une présence et une répartition équilibrées des tâches entre hommes et femmes dans les divers domaines de la vie sociale, économique et politique. » L'accord charge également expressément le Gouvernement « de prendre des initiatives afin d'encourager une meilleure participation des femmes à la décision politique » (Chapitre IV, point 1, dernier alinéa).

Le Gouvernement part en fait du principe que des mesures de « discrimination positive » doivent permettre d'accroître la présence des femmes sur les listes de candidatures aux élections.

Tout en renvoyant explicitement à l'exposé des motifs du projet (Doc. n° 1316/1 — pp. 1 à 11), le ministre précise que, dans les faits, la présence des femmes sur ces listes de candidatures n'augmente plus et que dans certains cas, elle aurait même tendance à régresser.

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien, on se contente d'estimer qu'il est dans la nature de la femme de ne pas participer à la vie politique ou alors, on part du principe qu'elle est prête à y participer et

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Tant, Van Eetvelt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.
P.S. MM. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.
V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.
S.P. MM. Dielens, Peeters (L.), Schellens.
P.R.L. MM. Bertouille, Pivin.
P.S.C. MM. Detremmerie, Séneca.
Ecolo/ Agalev VI. M. Dewinter.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Demuyt, Marsoul, Schuermans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.
MM. Canon, Eerdeken, Henry, Janssens, Léonard.
MM. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.
MM. Bourgois (M.), Sleenckx, Swennen, Vande Lanotte.
MM. Hazette, Severin, Simonet.
M. Charlier (Ph.), Mme de T'Serclaes, M. Hiance.
Mme Aelvoet, M. Detienne, Mme Dua.
MM. De Man, Van den Eynde.

Voir :

- 1316 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la Commission.

- 432 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de Mme Merckx-Van Goey.
- N° 2 : Amendement.

- 497 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Van Rossem.

- 515 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de Mme Aelvoet et MM. Defeyt et Winkel.

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

De minister van Binnenlandse Zaken herinnert aan het bepaalde in hoofdstuk III, punt 5, laatste alinea, van het regeerakkoord van 9 maart 1992, dat luidt als volgt : « De regering zal resoluut verder werken om een evenwichtige aanwezigheid van en taakverdeling tussen mannen en vrouwen in de verschillende domeinen van het maatschappelijk, economisch en politiek leven te bevorderen. » Overeenkomstig dat akkoord wordt de regering tevens opgedragen « specifieke initiatieven (te) nemen om (...) een betere deelname van de vrouw in de politieke besluitvorming (te) stimuleren » (Hoofdstuk IV, punt 1, laatste lid).

De regering gaat er in beginsel immers van uit dat met het oog op « positieve discriminatie » maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat meer vrouwelijke kandidaten op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen staan.

Onder uitdrukkelijke verwijzing naar de memorie van toelichting bij het wetsontwerp (Stuk n° 1316/1, blz. 1 tot 11) preciseert de minister dat het aantal vrouwen op die kandidatenlijsten *de facto* niet langer toeneemt en in sommige gevallen zelfs lijkt af te nemen.

Er zijn derhalve twee mogelijkheden : ofwel neemt men er genoeg mee vast te stellen dat het in de aard der vrouw ligt niet deel te nemen aan het politieke leven, ofwel gaat men uit van het beginsel dat

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Tant, Van Eetvelt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.
P.S. HH. Dufour, Féaux, Harmegnies (M.), Namotte.
V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.
S.P. HH. Dielens, Peeters (L.), Schellens.
P.R.L. HH. Bertouille, Pivin.
P.S.C. HH. Detremmerie, Séneca.
Ecolo/ Agalev VI. H. Dewinter.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Demuyt, Marsoul, Schuermans, Taylor, Van der Poorten, Van Peel.
HH. Canon, Eerdeken, Henry, Janssens, Léonard.
HH. Coveliers, Demeulenaere, Deswaene, Dewael, Taelman.
HH. Bourgois (M.), Sleenckx, Swennen, Vande Lanotte.
HH. Hazette, Severin, Simonet.
H. Charlier (Ph.), Mevr. de T'Serclaes, H. Hiance.
Mevr. Aelvoet, H. Detienne, Mevr. Dua.
HH. De Man, Van den Eynde.

Zie :

- 1316 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 5 : Tekst aangenomen door de Commissie.

- 432 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van Mevr. Merckx-Van Goey.
- N° 2 : Amendement.

- 497 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Van Rossem.

- 515 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van Mevr. Aelvoet en de heren Defeyt en Winkel.

que des raisons pratiques font en sorte qu'elle y est largement sous-représentée.

Ces raisons trouvent probablement leur origine dans une répartition plus traditionnelle des rôles, où les femmes ont davantage de difficultés à s'exprimer que les hommes, en raison des obstacles multiples auxquels elles sont confrontées. Dans nos traditions et coutumes, elles sont confortées dans des tâches exclusives, qui presque par définition semblent devoir échapper aux hommes.

Le Ministre renvoie aussi à la culture politique actuelle, où la vie et la mentalité des partis, ainsi que leur rythme de réunions semblent écrits sur mesure pour les hommes. Ainsi, on envisage plus facilement de reporter une réunion d'une section locale pour cause de football que pour des impératifs familiaux ou autres.

Le présent projet vise donc à remédier à cet état de fait, en envisageant des mesures positives pour mettre fin à cette discrimination. Le Gouvernement a d'ailleurs procédé préalablement à larges consultations à ce propos. A la suite de longues discussions et après avoir d'abord envisagé la voie de sanctions touchant le financement des partis, les tarifs préférentiels pour les envois postaux ou encore l'attribution d'un numéro de liste nationale, il a dû y renoncer pour des raisons techniques, suite aux modifications survenues entretemps à l'issue de la réforme de l'Etat (fusion d'arrondissements électoraux, ...). Le Ministre se réjouit que l'on ait abouti finalement à la solution à l'examen, qui constitue, en la matière, l'œuf de Colomb : deux tiers au maximum des candidats présentés sur les listes de candidatures peuvent être du même sexe. Le principe est simple mais amène des sanctions assez sévères : dans le cas de listes composées de trop de candidats appartenant au même sexe, les places réservées au sexe qui est le moins représenté ne peuvent pas être comblées. Ces listes demeureront donc incomplètes.

Le Ministre est d'ailleurs d'avis que tant d'un point de vue légistique que fonctionnel, le système est plus que satisfaisant. En ce sens, il conteste l'avis du Conseil d'Etat selon lequel le projet serait anti-constitutionnel et renvoie, à ce propos, également à la réponse contenue dans l'exposé des motifs.

Le Ministre se déclare, en effet, convaincu que ces dispositions ne sont en rien discriminatoires à l'égard de l'un des sexes. A terme, elles pourraient d'ailleurs garantir que, compte tenu d'une évolution certes théorique mais finalement potentielle, la présence d'hommes soit encore assurée dans le futur sur les listes de candidatures aux élections. Dans la mesure où le mécanisme du tiers est appelé à jouer à l'égard des deux sexes, il n'est donc pas discriminatoire.

vrouwen bereid zijn zulks te doen, maar dat praktische redenen een ruime vertegenwoordiging van vrouwen in de weg staan.

Die redenen houden waarschijnlijk verband met het meer traditionele rollenpatroon waarbij vrouwen, door de vele hindernissen die zij moeten nemen, het veel moeilijker hebben om zich te laten gelden. In onze tradities en gebruiken worden zij haast vanzelfsprekend vereenzelvigd met een aantal taken dat kennelijk alleen hen toekomt en waaraan mannen lijken te moeten ontsnappen.

De minister verwijst tevens naar de huidige politieke cultuur, waarin het partijleven en de mentaliteit, alsmede het hoge vergadertempo kennelijk op maat van de mannen zijn gesneden. Vergaderingen op lokaal niveau worden bijvoorbeeld makkelijker verdaagd omdat er een voetbalwedstrijd is dan om familiale of andere redenen.

Dit wetsontwerp heeft dan ook tot doel deze feitelijke situatie te verhelpen door te voorzien in positieve maatregelen om aan deze vorm van discriminatie een einde te maken. De regering heeft overigens vooraf uitvoerig ruggespraak gehouden. Na lange discussies had ze zich aanvankelijk voorgenomen om een en ander te sanctioneren op het vlak van de partijfinanciering, de voorkeurtarieven bij de post of de toewijzing van nationale lijstnummers. Ingevolge wijzigingen die inmiddels uit de staats hervorming zijn voortgevloeid (samenvoeging van arrondissementen, ...) is zij evenwel om technische redenen van dit voornemen moeten afstappen. De minister is verheugd dat het uiteindelijk tot de in het ontwerp vervatte oplossing is gekomen. Die oplossing is eigenlijk het ei van Columbus : maximaal tweederde van de kandidaten op de kieslijsten mag tot een zelfde geslacht behoren. Dit is een eenvoudig principe dat evenwel vrij zware sancties impliceert. Wanneer immers op een lijst te veel kandidaten van hetzelfde geslacht staan, mogen de plaatsen die aan het andere geslacht zijn toegewezen, niet worden opgevuld. De betrokken lijsten blijven dan ook onvolledig.

De minister is er overigens van overtuigd dat deze regeling zowel wetgevingstechnisch als uit een functioneel oogpunt de meeste voldoening schenkt. Hij spreekt dan ook de Raad van State tegen, die in zijn advies naar voren brengt dat het ontwerp ongrondwettelijk zou zijn. Terzake verwijst hij naar het antwoord van de regering in de memorie van toelichting.

De minister is van oordeel dat die bepalingen helemaal niet discriminerend zijn voor een van de geslachten. Houdt men rekening met een weliswaar theoretische maar uiteindelijk toch mogelijke evolutie, dan zouden die bepalingen op termijn zelfs de aanwezigheid van mannen op de kandidatenlijsten voor verkiezingen in de toekomst kunnen waarborgen. Aangezien elk van de geslachten een derde van de plaatsen moet toegewezen krijgen, geldt de regeling voor beide geslachten en is er van discriminatie geen sprake.

Le Ministre ajoute que le projet revient en fait également à ajouter une condition qualitative supplémentaire à celles valant pour le dépôt des listes de candidatures aux élections. En effet, si aujourd'hui on dépose une liste reprenant un candidat qui n'a pas dix-huit ans, il faudra ici aussi, une fois le dépôt des listes terminé, présenter une liste incomplète à l'électeur, puisque le candidat aura été biffé. Ici aussi, l'objection du Conseil d'Etat semble difficile à comprendre, puisque ces listes incomplètes existent déjà dans les faits.

Théoriquement, il sera donc possible de déposer une liste ne reprenant que des hommes ou des femmes, où un tiers des places sur les listes de candidats n'est pas attribué.

En ce qui concerne la proportion, le Ministre indique qu'il était favorable à l'instauration directe de la règle du tiers pour les listes de candidatures, sauf pour les élections européennes, puisque là on arriverait manifestement trop tard. La solution retenue par le Gouvernement consiste à passer, à titre transitoire, par une proportion d'un quart.

D'aucuns ont fait remarquer que la proportion d'un quart existait déjà, dans les faits, sur l'ensemble des candidats à travers le pays. Cependant, en obligeant les partis ou groupes qui sont encore loin de ce quart à appliquer cette disposition, la représentation globale des femmes sur les listes de candidats augmentera.

On a également objecté que le Gouvernement n'avait pas eu le courage de réserver des places éligibles aux femmes. Le Ministre fait cependant remarquer que cela n'est pas fondé pour ce qui concerne les élections communales, puisque l'effet dévolutif de la case de tête ne joue pratiquement que pour les deux ou trois premiers candidats. Au niveau des autres types d'élections, l'instauration de la proportion d'un tiers rendra virtuellement impossible le fait de pouvoir écarter les femmes de toutes les places éligibles. Il est, en effet, difficilement imaginable qu'un groupe ose placer le tiers de femmes directement à la suite des deux tiers d'hommes.

En conclusion, le Ministre se déclare convaincu que ce projet ne constitue pas la panacée. Il s'agit toutefois de mesures de discrimination « positive » qui, à ses yeux, à défaut d'être révolutionnaires, sont de nature à produire le changement escompté.

II. — COMMENTAIRE DES PROPOSITIONS DE LOI

Mme Merckx-Van Goey fournit quelques précisions sur sa proposition de loi (Doc. n° 432/1), dont la première version avait été déposée dès le 5 mars 1991 (Doc. n° 1538/1, 90/91).

En Belgique (comme du reste dans d'autres pays européens), les femmes participent dans une très

De minister wijst erop dat het ontwerp eigenlijk een kwalitatieve voorwaarde toevoegt aan die welke gelden voor de indiening van kandidatenlijsten voor de verkiezingen. Indien men tegenwoordig een kandidatenlijst indient waarop een kandidaat voorkomt die jonger is dan 18 jaar, dan zal na afloop van de indieningsperiode ook een onvolledige lijst aan de kiezer moeten worden voorgelegd, aangezien de te jonge kandidaat zal geschrapt zijn. Ook hier is het bezwaar van de Raad van State moeilijk te begrijpen, aangezien die onvolledige lijsten al feitelijk bestaan.

Theoretisch is het dus mogelijk om een lijst met alleen mannen of alleen vrouwen in te dienen, op voorwaarde dat een derde van de plaatsen op de kandidatenlijst niet opgevuld wordt.

De minister was voorstander van de onmiddellijke invoering van de verhouding van een derde voor de kandidatenlijsten, behalve voor de Europese verkiezingen, aangezien men daar duidelijk te laat zouden zijn gekomen. De regering heeft er dan voor gekozen om bij wijze van overgangsmaatregel de verhouding van een derde op een vierde te brengen.

Sommigen hebben opgemerkt dat de verhouding van een vierde al gold voor het geheel van de kandidaten in het land. Door de partijen of fracties die nog ver van het vierde verwijderd zijn te verplichten deze bepaling toe te passen, zal nochtans door de band genomen de vertegenwoordiging van vrouwen op de kandidatenlijsten stijgen.

Ook werd het bezwaar geuit dat de regering niet de moed had om verkiesbare plaatsen voor vrouwen in te ruimen. De minister merkt evenwel op dat dit verwijt ongegrond is waar het de gemeenteraadsverkiezingen betreft, aangezien de devolutieve werking van de lijststem praktisch beperkt blijft tot de eerste twee of drie kandidaten. Voor de overige verkiezingen wordt het door de invoering van de verhouding van een derde *de facto* onmogelijk vrouwen van alle verkiesbare plaatsen te weren. Men kan zich namelijk moeilijk voorstellen dat een fractie het zou aandurven om alle mannen vooraan op de lijst te plaatsen en alle vrouwen in het laatste derde deel van de kandidatenlijst op te nemen.

De minister is er tot slot van overtuigd is dat dit ontwerp geen wondermiddel is. Het bevat evenwel « positieve » discriminatiemaatregelen die, hoewel ze niet revolutionair zijn, volgens hem toch de verhoopde verandering zullen teweegbrengen.

II. — TOELICHTING BIJ DE WETSVORSTELLEN

Mevrouw Merckx-Van Goey verstrekt enige toelichting bij haar wetsvoorstel (Stuk Kamer n° 432/1), waarvan de eerste versie reeds op 5 maart 1991 werd ingediend (Stuk Kamer n° 1538/1, 90/91).

In België worden, zoals trouwens ook in andere Europese landen, de vrouwen in zeer geringe mate

faible mesure au processus décisionnel au niveau politique (le degré de participation stagne autour des 10 %).

La proposition à l'examen vise dès lors à instaurer une *égalité effective* entre hommes et femmes, et ce, en ce qui concerne l'exercice de fonctions tant au sein du pouvoir exécutif qu'au sein du pouvoir législatif.

L'auteur estime qu'il existe cinq bonnes raisons d'adopter sa proposition.

La première de ces raisons, qui est essentielle aux yeux de l'auteur, est le respect du principe d'égalité, principe qui, dans plusieurs pays, a été érigé en règle constitutionnelle et qui a été confirmé par de nombreux traités internationaux.

Force est en outre de constater que les femmes, qui constituent plus de la moitié de la population, sont insuffisamment représentées au sein de nos institutions représentatives.

L'auteur souligne qu'un potentiel important de représentants et de gestionnaires démocratiques valables demeure ainsi inutilisé, ce qui constitue sans conteste une perte pour notre société.

Les femmes constituent de surcroît un groupe social ayant des besoins et des intérêts spécifiques, dont la défense pourraient sans doute être mieux assurée par les intéressées elles-mêmes.

Elle estime enfin qu'une présence plus équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux politiques serait de nature à renforcer la qualité de la gestion dans une société équilibrée.

Il est indispensable, selon l'auteur, d'imposer cet équilibre par une loi.

Une loi sert en effet précisément à régler les choses qui ne peuvent être fixées par écrit à chaque fois.

Il semble en outre souhaitable que le législateur montre, lui aussi, que ce problème lui tient à cœur.

Elle craint qu'en l'absence de dispositions légales en la matière, des déséquilibres existants perdurent.

Le champ d'application du projet du gouvernement est plus étendu (élections locales, provinciales, régionales et nationales) que celui de sa propre proposition de loi, ce dont l'intervenante se réjouit.

En ce qui concerne le quota, le projet de loi correspond à la proposition de loi telle qu'elle a été amendée par l'auteur même (Doc. n° 432/2, 91/92).

La seule différence, c'est que le projet prévoit en plus une disposition transitoire (article 21), disposant que le quota est provisoirement fixé à trois-quarts, ce que l'intervenante n'estime personnellement pas souhaitable.

Contrairement à la proposition de loi, le projet ne prévoit pas de sanctions en cas de non-respect de la loi (non recevabilité de la liste et, de surcroît, perte de 10 % de la dotation annuelle du parti politique défaillant).

bij de politieke besluitvorming betrokken (de participatiegraad is gestagneerd op ongeveer 10 %).

Het voorstel beoogt dan ook de *feitelijke* gelijkheid van man en vrouw en dit zowel in de vertegenwoordigende als in de uitvoerende functies.

De indiener ziet vijf goede redenen om zijn voorstel goed te keuren.

Eerst en vooral is er het gelijkheidsbeginsel, dat in verscheidene landen tot grondwettelijke regel werd verheven en ook door talrijke internationale verdragen werd bekrachtigd.

Voorts dient te worden vastgesteld dat vrouwen, die meer dan de helft van de bevolking uitmaken, onvoldoende zijn vertegenwoordigd in onze representatieve instellingen.

Op die manier, aldus de auteur, wordt overigens een groot potentieel aan valabele democratische vertegenwoordigers en bestuurders niet benut, wat onbetwistbaar een verlies betekent voor onze samenleving.

Daarenboven vormen de vrouwen een sociale groep met eigen belangen en noden die best door vrouwen zelf kunnen worden behartigd.

Tenslotte staat een meer evenwichtig gespreide aanwezigheid van mannen en vrouwen op alle politieke niveau's volgens haar borg voor een kwalitatief beter bestuur en voor een meer evenwichtige samenleving.

Het is, aldus de auteur, onontbeerlijk dat dit evenwicht bij wet wordt opgelegd.

Een wet dient immers precies om die zaken te regelen die niet telkens weer schriftelijk kunnen worden vastgelegd.

Daarenboven lijkt het wenselijk dat ook de wetgever laat blijken dat hij dit probleem ter harte neemt.

Zij vreest dat zonder wettelijke regeling terzake de bestaande onevenwichten zullen worden bestendigd.

In vergelijking met haar eigen wetsvoorstel blijkt het regeringsontwerp een ruimer toepassingsveld te bestrijken (lokale, provinciale, gewestelijke en nationale verkiezingen), wat spreekster toejuicht.

Inzake de quota stemt het wetsontwerp overeen met het, door de auteur zelf geamendeerde (Stuk n° 432/2, 91/92) wetsvoorstel.

Alleen voorziet het ontwerp daarenboven in een overgangsbepaling (artikel 21) waarbij het quotum op drie vierde wordt bepaald, wat spreekster persoonlijk niet wenselijk acht.

Het ontwerp bevat geen sancties bij niet-naleving van deze wet; het wetsvoorstel wel (onontvankelijkheid van de lijst en daarenboven verlies van 10 % van de jaarlijkse dotatie van de in overtreding bevonden politieke partij).

Dans son avis sur l'avant-projet de loi (Doc. n° 1316/1, p. 20), le Conseil d'Etat a estimé que cette sanction devrait être proportionnelle à l'importance de la norme enfreinte.

C'est sans doute également pour cette raison que le projet de loi (définitif) prévoit la possibilité de déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Néanmoins, il est nécessaire de prévoir l'une ou l'autre forme de sanction, sans quoi les femmes, qui sont majoritaires dans notre société, risquent de demeurer minoritaires dans le processus de décision politique.

*
* *

Mme Aelvoet commente la proposition de loi (Doc. n° 515/1 - 91/92) du groupe Ecolo-Agalev.

Les femmes demeurent sous-représentées au Parlement; une modification structurelle simple, à apporter par une loi, s'impose. Aussi la proposition tend-elle à réserver obligatoirement les deux premières places sur les listes à des personnes de sexe différent. Il en va de même pour les deux premiers candidats suppléants (amendement n° 1, Doc. n° 1316/2, p. 1).

Les auteurs ont calculé que de cette manière, au moins un tiers des sièges au Parlement seront attribués à des femmes.

Cependant, eu égard à l'avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet, les sanctions prévues dans leur proposition devront sans doute être affinées.

III. — DISCUSSION GENERALE

1) Interventions des membres

M. Beysen estime que la loi électorale doit garantir la représentation proportionnelle de tous les groupes de la société sur le plan de la composition des assemblées législatives.

Il constate, lui aussi, que ce n'est actuellement pas le cas pour les femmes : il y a trop peu de candidates et surtout trop peu d'élues.

A l'instar des femmes du VLD, il ne croit toutefois pas que la discrimination positive des femmes, telle qu'elle est proposée dans le projet du gouvernement, constitue la meilleure solution pour remédier à ce problème.

L'intervenant rappelle que la Constitution (article 64) ne prévoit que quatre conditions d'éligibilité :

- 1° être belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;

3° être âgé de 21 ans accomplis;

4° être domicilié en Belgique.

Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être requise.

Uit het advies van de Raad van State over het voorontwerp (Stuk n° 1316/1, blz. 20) blijkt dat de sanctie (volgens de Raad) in verhouding moet zijn tot de overtreden norm.

Wellicht mede daarom voorziet het (definitieve) wetsontwerp in de mogelijkheid om een verbeterings- of aanvullingsakte in te dienen.

Niettemin blijft één of andere vorm van sanctie noodzakelijk. Zo niet dreigen de vrouwen, die een meerderheid uitmaken in de samenleving, een minderheid te blijven bij de politieke besluitvorming.

*
* *

Mevrouw Aelvoet licht het wetsvoorstel (Stuk n° 515/1-91/92) van de Agalev-Ecolo-fractie toe.

De vertegenwoordiging van vrouwen in het Parlement blijft ondermaats; er is nood aan een eenvoudige (bij wet door te voeren) structurele ingreep. Het voorstel strekt er dan ook toe de twee eerste plaatsen op de kandidatenlijsten verplicht toe te wijzen aan personen die behoren tot een verschillend geslacht. Hetzelfde geldt voor de eerste twee kandidaat-opvolgers (amendement n° 1, Stuk n° 1316/2, blz. 1).

De auteurs hebben berekend dat aldus minstens één derde van de parlementszetels aan vrouwen zullen worden toegewezen.

De in hun voorstel bepaalde sancties moeten echter, gelet op het advies van de Raad van State op het voorontwerp, wellicht worden verijnd.

III. — ALGEMENE BESPREKING

1) Uiteenzettingen van de leden

De heer Beysen is van oordeel dat de Kieswet bij de samenstelling van de wetgevende vergaderingen een evenredige vertegenwoordiging van alle groepen in onze samenleving moet waarborgen.

Ook hij stelt vast dat dit thans *de facto* voor de vrouwen niet het geval is : er zijn te weinig vrouwelijke verkozenen.

Samen met de VLD-vrouwen gelooft hij echter niet dat de in het regeringsontwerp voorgestelde positieve discriminatie van vrouwen de juiste weg is om dit euvel te verhelpen.

Spreker herinnert eraan dat de Grondwet (artikel 64) slechts in vier verkiesbaarheidsvereisten voorziet :

- 1° Belg zijn;
- 2° het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° de volle leeftijd van eenentwintig jaar hebben bereikt;
- 4° zijn woonplaats hebben in België.

Geen andere voorwaarde tot verkiesbaarheid kan worden vereist.

Il estime que le projet de loi à l'examen instaure réellement une condition supplémentaire d'éligibilité et qu'il convient par conséquent de réviser tout d'abord la Constitution.

Il estime que la fixation de quotas ne constitue pas une bonne solution. Pourquoi instaure-t-on un quota légal pour les femmes et non pas, par exemple, pour les jeunes et les seniors ?

Le membre se réfère également à l'avis du Conseil d'Etat, que le ministre entend manifestement ignorer.

Or, on peut, selon lui, inférer de cet avis que le Conseil juge le projet de loi à l'examen inconstitutionnel.

Ce n'est donc qu'après avoir modifié la Constitution que l'on pourrait adopter le projet de loi à l'examen.

En guise d'alternative au projet du gouvernement, M. Beysen plaide pour la « neutralisation » du vote de liste, dont il serait encore tenu compte pour le calcul de la répartition des sièges entre les différentes listes, mais qui n'interviendrait plus dans l'attribution des sièges (au sein de la liste).

Il renvoie à cet égard à la proposition de loi modifiant le Code électoral, la loi électorale provinciale et la loi électorale communale (Doc. n° 1027/1 - 92/93), qu'il a cosignée. Ce système a donné entière satisfaction lors des récentes élections pour la direction du VLD. Dans ce système, tous les candidats partent avec des chances égales, quelle que soit leur place sur la liste.

Il n'est donc plus nécessaire de prévoir des quotas pour les femmes, les jeunes ou toute autre catégorie de candidats, ainsi qu'en témoigne également la liste que le VLD a établie, selon la même procédure, pour les prochaines élections européennes.

*
* *

M. Dufour annonce que le groupe PS votera le projet de loi. Personnellement, il votera cependant contre le projet, car il s'agit d'une fausse réponse à un vrai problème.

Il n'empêche que lui aussi constate que les femmes sont sous-représentées au niveau des états-majors politiques.

Etant donné que les femmes représentent 50 % du corps électoral, il paraît tout simplement logique qu'à l'avenir, 50 % des élus soient des femmes.

Au cours de ses nombreuses années d'engagement bénévole en tant que militant de son parti et syndicaliste, l'intervenant a toutefois pu constater qu'il fallait chercher la véritable raison de cette sous-représentation féminine dans le manque d'intérêt des femmes elles-mêmes pour la politique.

Cette observation vaut du reste également pour les travailleurs et les jeunes, qui peuvent aujourd'hui exprimer leur suffrage à partir de 18 ans. *M. Dufour* déplore qu'on ne leur ait pas donné, en même temps

Naar zijn oordeel legt dit wetsontwerp wel degelijk een bijkomende verkiesbaarheidsvoorwaarde op en moet bijgevolg eerst de Grondwet worden herzien.

Het opleggen van quota lijkt hem geen goede oplossing. Waarom wel een wettelijk quorum voor vrouwen en niet, bijvoorbeeld voor jongeren of senioren ?

Het lid verwijst ook naar het advies van de Raad van State, dat de minister blijkbaar naast zich neer wil leggen.

Uit dit advies, aldus spreker, kan men nochtans afleiden dat de Raad dit wetsontwerp ongrondwettelijk acht.

Het lijkt dan ook aangewezen eerst de Grondwet te wijzigen en pas daarna dit wetsontwerp goed te keuren.

Bij wijze van alternatief voor het regeringsontwerp pleit de heer Beysen voor het « neutraliseren » van de lijststem, waarbij deze wel nog zou meetellen voor de berekening van de zetelverdeling tussen de verschillende lijsten doch niet meer voor de toewijzing (binnen de lijst) van de zetels.

Hij verwijst in dit verband naar het door hem medeëngediende wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek, de provinciekieswet en de gemeentekieswet (Stuk n° 1027/1 - 92/93). Bij recente verkiezingen voor het VLD-bestuur bleek dit systeem zeer deugdelijk; op die manier heeft elke kandidaat gelijke kansen ongeacht zijn plaats op de lijst.

Quota voor vrouwen, jongeren en andere deelgroepen worden dan overbodig, wat ook blijkt uit de volgens dezelfde procedure opgestelde lijst van de VLD voor de komende Europese verkiezingen.

*
* *

De heer Dufour kondigt aan dat de PS-fractie het wetsontwerp zal goedkeuren. Persoonlijk zal hij evenwel tegenstemmen, aangezien hier op een juiste vraag een verkeerd antwoord wordt gegeven.

Dat belet niet dat ook hij constateert dat de vrouwen onvoldoende vertegenwoordigd zijn in de politieke beleidsvoering.

Aangezien vrouwen de helft van het kiezerskorps uitmaken, lijkt het in beginsel niet meer dan logisch dan dat in de toekomst de helft van de verkozenen vrouwen zouden zijn.

Tijdens zijn eigen jarenlange onbezoldigde inzet als partijmilitant en vakbondslid heeft spreker evenwel ervaren dat de echte oorzaak voor dit onvoldoende aantal vrouwen moet worden gezocht in het gebrek aan politieke belangstelling van de vrouwen zelf.

Die bedenking geldt overigens ook voor de arbeiders en voor de jongeren, die thans vanaf 18 jaar hun stem mogen uitbrengen. *De heer Dufour* betreurt dat die jongeren niet voldoende werden voorbereid om

que le droit de vote, une formation suffisante pour leur permettre d'exercer ce droit en connaissance de cause.

Il partage l'avis de M. Beysen, qui estime que l'instauration d'un quota est une mauvaise solution. Pourquoi, du reste, instaurer un quota pour les femmes et pas, par exemple, pour les chômeurs (un million) et les travailleurs (un million et demi) qui sont aussi sous-représentés au sein des assemblées élues.

M. Dufour estime que ces derniers seraient peut-être les mieux placés pour aborder, par exemple, le problème du chômage.

L'égalité de représentation des hommes et des femmes que vise le projet à l'examen requiert du reste également un changement de mentalité. L'actuelle ministre de l'Emploi et du Travail, Mme Smet, l'a déjà fait remarquer en 1986.

L'intervenant considère, avant tout, que la sous-représentation des femmes en politique est un problème d'ordre social. Les femmes, même celles qui travaillent, sont peu intéressées par la politique, n'ayant pas non plus le temps pour ce faire, car elles doivent encore assumer, trop souvent seules, les tâches inhérentes à la vie de couple.

D'autre part, la seconde raison fondamentale qui contrarie l'engagement des femmes en politique est essentiellement d'ordre politique et n'est pas due principalement à une opposition des hommes qui s'y trouvent déjà.

En effet, il y a d'abord la dépolitisation larvée qui gangrène notre société depuis près de 30 ans et qui touche tant les hommes que les femmes. D'après un récent sondage, seule une femme sur cinq s'intéresserait à la politique.

Ensuite, il y a la déconsidération qui frappe aujourd'hui tout ce qui concerne la politique, ainsi que l'homme politique lui-même.

À la lumière d'une récente actualité, certains hommes politiques sont d'ailleurs condamnés par les médias et l'opinion publique, avant même d'avoir été entendus, et d'avoir pu se défendre avant d'être éventuellement jugés.

Enfin, faire de la politique c'est dur, prétend-il car, avant d'être candidat et élu, il faut consacrer de nombreux moments, voire des années, à un travail militant bénévole.

Les comportements sociaux et humains actuels ne sont plus au dévouement bénévole poursuivi avec constance et détermination des années durant.

Aussi, M. Dufour estime-t-il que la réelle solution à une meilleure représentation des femmes en politique passe, avant tout, par une très nette repolitisation de la population. Celle-ci devrait essentiellement être assurée par des cours organisés au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, afin de conscientiser les jeunes aux réalités politiques contemporaines qui conditionnent leur présent et leur avenir.

hun stemrecht met kennis van zaken te kunnen uitoefenen.

Hij is het met de heer Beysen eens dat de invoering van quota geen goede oplossing is. Waarom moet trouwens een quotum voor vrouwen worden ingevoerd, en niet voor werklozen (een miljoen) of arbeiders (anderhalf miljoen), die net zo goed onvoldoende vertegenwoordigd zijn in verkozen assemblées.

Volgens de heer Dufour zouden zij trouwens het best geplaatst zijn om bijvoorbeeld het probleem van de werkloosheid aan te pakken.

De door het voorliggende wetsontwerp beoogde gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen vergt trouwens een mentaliteitswijziging. Ook de huidige minister van Tewerkstelling en Arbeid, Mevr. Smet, heeft daar in 1986 al op gewezen.

Spreker is van mening dat het feit dat de politiek te weinig vrouwen telt, vooral een maatschappelijk probleem is. Vrouwen en zelfs werkende vrouwen hebben weinig belangstelling voor de politiek, ook al omdat ze er geen tijd voor hebben. Meestal zijn zij het die — helaas maar al te vaak in hun eentje — voor de taken die inherent zijn aan het leven als paar dienen op te draaien.

De tweede reden waarom vrouwen zich niet met politiek inlaten is vooral van politieke aard en heeft niet zozeer te maken met een tegenstelling ten opzichte van de mannen die al politiek bedrijven.

Eerst en vooral is er de afnemende belangstelling voor de politiek; een probleem dat onze maatschappij al bijna dertig jaar lang verziekt en dat zowel mannen als vrouwen aantast. Uit een recente opiniepeiling blijkt dat maar één op vijf vrouwen belangstelling voor de politiek zou hebben.

Voorts is er het huidige gebrek aan respect voor alles wat met politiek te maken heeft en voor de politicus zelf.

Recente gebeurtenissen hebben er trouwens toe geleid dat bepaalde politici al door media en publieke opinie werden veroordeeld zonder te worden gehoord of de kans te hebben gekregen zich eventueel voor een rechter te verdedigen.

De politiek is bovendien een hard bestaan. Vooral eer als kandidaat op een lijst te kunnen staan en verkozen te worden, moet de betrokkene immers heel lang, om niet te zeggen jaren, actief zijn als militant en vrijwilligerswerk doen.

Zich gedurende jaren onafgebroken belangeloos inzetten behoort niet langer tot het sociaal en menselijk gedrag van deze tijd.

Ook is de heer Dufour van mening dat de echte oplossing voor een betere vertegenwoordiging van de vrouwen in de politiek er pas kan komen als het politieke bewustzijn van de bevolking weer wordt aangescherpt. Dat dient te gebeuren via de lessen in het hoger secundair onderwijs, zodat jongeren zich bewust worden van de politieke wereld waarin zij leven en die ook hun toekomst zal bepalen. In elke

La presse devrait aussi jouer le rôle de service au public, sinon de service public, qui doit être le sien dans toute démocratie afin de rétablir l'attractivité de la fonction politique, qu'elle s'est par trop complue à déconsidérer jusqu'ici.

Ce projet de loi concerne le fondement même d'un des piliers de la démocratie puisqu'il influe directement sur l'élection des représentants de la société à tous les niveaux.

L'orateur estime dès lors qu'il vaut mieux s'intéresser davantage aux causes fondamentales des maux dont souffre la démocratie plutôt qu'à leurs conséquences.

*
* *

M. Bertouille renvoie à deux propositions de loi déposées par M. Michel, qui tendent à supprimer le vote en tête de liste aux élections communales (Doc. Chambre n° 178/1-91/92) et à supprimer le vote en case de tête aux élections législatives et provinciales (Doc. Chambre n° 219/1-91/92).

En ce qui concerne le projet à l'examen, il partage le point de vue de M. Beysen. L'instauration de quotas ne lui semble pas être la bonne solution.

Le membre commente ensuite les amendements présentés par M. Pivin et lui-même au projet de loi à l'examen (Doc. n° 1316/2, amendements n°s 7 à 26) en vue de supprimer le vote en tête de liste.

Le Code électoral dispose dans son article 170 que les votes de liste sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste. Cela implique que si le candidat placé en tête de liste n'a pas obtenu suffisamment de voix pour satisfaire au chiffre d'éligibilité (obtenu en divisant le chiffre électoral par le nombre de sièges +1), celui-ci est prioritaire pour obtenir le report de voix de la case de tête.

Cela a pour conséquence :

Premièrement, un avantage considérable pour le premier candidat de la liste, ce qui entraîne des rivalités au sein d'une même liste pour obtenir cette place privilégiée.

Deuxièmement, un certain nombre de citoyens mal informés du report des voix de la case de tête ignorent qu'un vote tête de liste équivaut en quelque sorte à un vote pour les candidats placés aux premières places de la liste.

Troisièmement, les dernières élections ont démontré une certaine méfiance des citoyens par rapport à l'efficacité de notre système démocratique. Supprimer la case de tête et rétablir l'égalité stricte des chances entre les différents candidats, quels que soient leur sexe et leur âge, est une disposition visant à respecter davantage ces principes démocratiques.

Quatrièmement, le système actuel favorise par trop les mandataires en place qui sont en grande

démocratie heeft ook de pers daarin een taak als dienstverlener, als openbare dienst zelfs : zij moet ervoor zorgen dat het politieke ambt weer aantrekkelijk wordt, nadat zij al te gretig heeft geijverd om het in diskrediet te brengen.

Dit wetsontwerp heeft betrekking op een van de hoekstenen van de democratie, aangezien het direct invloed heeft op de verkiezing van de vertegenwoordigers van de samenleving, en dat op elk niveau.

Spreker is dan ook van mening dat de aandacht moet gaan naar de fundamentele oorzaken van de kwalen waaraan de democratie lijdt, eerder dan naar de gevolgen van die kwalen.

*
* *

De heer Bertouille verwijst naar twee wetsvoorstellen van de heer Michel die ertoe strekken de lijststem af te schaffen bij de gemeenteraadsverkiezingen (Stuk Kamer n° 178/1-91/92) en bij de parlements- en de provincieverkiezingen (Stuk Kamer n° 219/1-91/92).

Hij onderschrijft het standpunt van de heer Beysen over het voorliggend ontwerp. De invoering van quota lijkt hem geen goede oplossing.

Het lid verstrekt vervolgens enige toelichting bij de amendementen die door de heer Pivin en hemzelf op dit wetsontwerp werden ingediend (Stuk n° 1316/2, amendementen n°s 7 tot 26) en betrekking hebben op de door hem voorgestelde afschaffing van de lijststem.

Artikel 170 van het Kieswetboek bepaalt dat de lijststemmen worden toegevoegd aan de door de eerste kandidaat van de lijst behaalde naamstemmen. Zulks brengt mee dat de lijsttrekker, wanneer hij onvoldoende stemmen heeft gekregen om het verkiezbaarheidscijfer te halen (welk cijfer wordt verkregen door het stemcijfer te delen door het aantal zetels, vermeerderd met één), voorrang heeft bij de overdracht van de lijststemmen.

Dat heeft een aantal gevolgen :

Ten eerste levert het de lijsttrekker een aanzienlijk voordeel op, wat binnen een zelfde lijst in ongezonde wedijver resulteert om die bevoorrechte plaats alsnog te bemachtigen.

Een aantal burgers, die over de overdracht van de lijststemmen gebrekkig zijn ingelicht, weten bovendien niet dat een lijststem in zekere zin overeenkomt met een stem voor de kandidaten die bovenaan op de lijst staan.

Ten derde hebben de jongste verkiezingen aangetoond dat de burgers zo hun twijfels hebben omtrent de doelmatigheid van ons democratische bestel. Met de afschaffing van de lijststem en het herstel van de volstrekte gelijkheid van kansen tussen de verschillende kandidaten, ongeacht hun geslacht of leeftijd, wordt beoogd die democratische beginselen beter te doen naleven.

Ten vierde bevoordeelt de bestaande regeling al te zeer de zittende parlementsleden, van wie het me-

majorité des hommes. La mesure proposée permettrait à un plus grand nombre de femmes d'accéder à la représentation parlementaire.

Or, en libérant l'espace démocratique, on provoque à la fois un renouvellement plus régulier des responsables politiques tout en assurant un rajeunissement.

En outre, la suppression de la case de tête et le choix qui devra obligatoirement se porter sur un candidat donne à celui-ci l'importance qui lui revient en tant que représentant de la nation, de la région, de la province ou de la commune. L'importance ainsi donnée à l'individu répond à la critique trop souvent formulée que nous vivons non pas en démocratie mais en particratie.

Enfin, les candidats ayant cette fois des chances égales, devront nécessairement faire la différence en réactivant le débat d'idées auquel aspire le citoyen.

Ces amendements visent donc à supprimer la case de tête et à remplacer le système actuel de dévolution des sièges au sein d'une même liste en tenant compte uniquement du nombre de voix de préférence. Le premier siège revient donc au candidat ayant obtenu le nombre de voix de préférence le plus important, le deuxième au candidat ayant fait le deuxième meilleur score et ainsi de suite.

Dans le même ordre d'idées, les amendements visent à supprimer la distinction entre les candidats effectifs et suppléants. Dans le système proposé, il n'y a en effet plus que des candidats élus au plus grand nombre de voix de préférence. Les suppléants, quant à eux, sont les non élus parmi ces candidats qui sont classés également en fonction du nombre de leurs voix de préférence.

Ce mode de désignation des suppléants est le corollaire logique de la modification proposée pour l'élection des effectifs. En effet, supprimer la différenciation de traitement entre suppléants et effectifs et permettre ainsi à tous les candidats d'accéder, en fonction des voix recueillies, à une place effective ou dans le cas de non élection, à une première ou une deuxième place de suppléance, est une mesure qui vise à relancer le dialogue entre le citoyen et le responsable politique.

En outre, la simplification de la procédure des élections (puisque le nombre de voix sera le seul critère retenu) et le contrôle plus aisé qui pourra être exercé par le citoyen est une garantie supplémentaire du respect des principes démocratiques inscrits dans notre Constitution.

Ces amendements élargissent ces mêmes principes (du moins la suppression de la case de tête) aux élections provinciales dont l'organisation (à quelques exceptions près) fait référence aux élections législatives.

rendeel mannen zijn. De voorgestelde maatregel zou een groter aantal vrouwen de kans bieden parlements lid te worden.

De democratie kan alleen maar meer armslag krijgen wanneer men tegelijk zorgt voor een geregelder aflossing van de beleidsmakers en voor verjonging in hun rangen.

De afschaffing van het stemvak bovenaan op de lijst en de vereiste dat een stem noodzakelijkerwijs op een kandidaat moet worden uitgebracht, brengen daarenboven mee dat deze het aanzien krijgt dat hem als vertegenwoordiger van de natie, het gewest, de provincie of de gemeente toekomt. Doordat men op die manier het individu op de voorgrond plaatst, komt men tegemoet aan de al te vaak geuite bedenking dat wij niet in een democratie, maar in een particratie leven.

Tot slot zullen de kandidaten — die deze keer met gelijke wapens strijden — echt het verschil moeten maken door het ideeëndebat waarop de burger wacht, opnieuw aan te zwengelen.

Deze amendementen streven derhalve naar de afschaffing van het stemvak bovenaan op de lijst en van de bestaande regeling voor de toewijzing van de zetels op een bepaalde lijst, waar alleen de voorkeurstemmen van tel horen te zijn. De eerste zetel is bijgevolg voor de kandidaat met het grootste aantal voorkeurstemmen, de tweede zetel voor de kandidaat met het tweede beste resultaat enzovoort.

In dezelfde gedachtengang willen deze amendementen het onderscheid tussen de kandidaat-titularissen en de kandidaat-opvolgers opheffen. In de voorgestelde regeling zijn er immers nog alleen kandidaten die op grond van het grootste aantal voorkeurstemmen worden verkozen. De opvolgers hunnerzijds zijn de niet-verkozen kandidaten, die eveneens op grond van hun aantal voorkeurstemmen worden gerangschikt.

Deze manier om de opvolgers aan te wijzen is het logische uitvloeisel van de voor de verkiezing van de titularissen voorgestelde wijziging. De afschaffing van het verschil in behandeling tussen opvolgers en titularissen en bijgevolg de mogelijkheid voor alle kandidaten om, afhankelijk van het aantal stemmen dat ze hebben behaald, titularis te worden (of wanneer ze niet verkozen werden, eerste of tweede opvolger) is immers een maatregel die de dialoog tussen burger en politicus opnieuw op gang moet brengen.

Voorts vormen de vereenvoudiging van de verkiezingsprocedure — het aantal stemmen wordt immers de enige maatstaf — en de vergemakkelijkte controle die de burger kan uitoefenen, extra waarborgen voor de inachtneming van de in onze Grondwet vervatte democratische beginselen.

Deze amendementen breiden die beginselen (althans de afschaffing van het stemvak bovenaan op de lijst) uit tot de provincieraadsverkiezingen, waarvan de organisatie op een aantal uitzonderingen na op de parlementsverkiezingen wordt geënt.

Enfin, M. Bertouille demande si les quotas prévus par le projet seraient également applicables à l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale, que la loi impose dans certaines communes.

*
* *

M. Vanleenhove fait observer qu'il ne se trouve sans doute personne qui soit opposé à l'objectif ultime du projet de loi à l'examen, à savoir assurer une présence accrue de femmes dans les organes politiques représentatifs.

Cette présence renforcée constituerait à coup sûr un enrichissement de la vie politique, étant donné que les femmes perçoivent différemment certains thèmes et y sont plus sensibles.

Le monde politique devrait d'ailleurs être le reflet de la société.

L'idéal serait qu'il y ait autant de femmes que d'hommes dans la politique, mais il n'en sera pas ainsi avant longtemps.

Si l'on veut atteindre l'objectif que l'on s'est fixé en légiférant — en l'occurrence en instaurant un quota — il faut que le système adopté puisse également être mis en pratique, sans quoi il faudrait bien admettre que la loi est mauvaise.

Au cours de l'exposé introductif de la ministre et de la discussion générale, un certain nombre de raisons ont été avancées pour expliquer le fait qu'il y a moins de femmes dans la politique. On peut citer :

1. *Les rôles sociaux*

La femme se consacre encore traditionnellement plus que l'homme aux tâches ménagères et elle assume d'autres obligations sociales que lui. Il en résulte que les femmes ont des difficultés à s'imposer dans le monde politique.

2. *La culture politique*

De par sa nature, la culture politique n'est pas attrayante pour les femmes. Que l'on songe ne fût-ce qu'à la dureté de certaines réunions et aux moments auxquels elles se tiennent. Si l'on veut inciter les femmes à participer à la vie politique, il faut également prêter attention à cet aspect des choses. Dans le cas contraire, on risque de s'enfermer dans un cercle vicieux : il y a peu de femmes dans le monde politique à cause de la culture politique, et celle-ci ne change pas du fait qu'il y a trop peu de femmes qui s'engagent politiquement.

On pourrait, par exemple, faire un pas dans la bonne direction, en décidant de ne plus organiser de réunions politiques le dimanche (cf. la résolution votée lors du Congrès du CVP de juin 1993).

Ten slotte wenst de heer Bertouille ook te vernemen of de in het ontwerp voorgestelde quota ook zouden gelden voor de in bepaalde gemeenten bij wet opgelegde rechtstreekse verkiezing van de OCMW-leden.

*
* *

Volgens de heer Vanleenhove is wellicht niemand gekant tegen het uiteindelijke doel van onderhavig wetsontwerp, met name een verhoogde vrouwelijke aanwezigheid in de politieke vertegenwoordigende lichamen.

Zulks zou ongetwijfeld een verrijking van het politieke leven met zich brengen, aangezien sommige thema's anders en ook beter door vrouwen worden aanvoeld.

Politiek zou trouwens een afspiegeling van de maatschappij moeten zijn.

Het ideaalbeeld van een even grote deelname van vrouwen als mannen aan de politiek ligt evenwel nog ver af.

Indien men thans via een wettelijke maatregel — met name het opleggen van quota — het voorgestelde doel wenst te bereiken, is het van het allergrootste belang dat het opgezette systeem ook uitvoerbaar is. Zo niet is er sprake van een slechte wet.

Zowel tijdens de inleidende uiteenzetting van de minister, als tijdens de algemene bespreking werden een aantal redenen geschetst van de mindere aanwezigheid van vrouwen in het politieke leven. Men kan terzake opsommen :

1. *Het maatschappelijk rollenpatroon*

De vrouw is traditioneel nog steeds meer op huishoudelijke taken gericht en neemt andere maatschappelijke verbintenissen op zich dan de man. Dat heeft tot gevolg dat vrouwen het moeilijk hebben om zich waar te maken in het politieke milieu.

2. *De politieke cultuur*

Deze is niet van die aard dat ze voor vrouwen aantrekkelijk is. Men denke slechts aan de soms nogal harde wijze van vergaderen en de tijdstippen waarop deze vergaderingen worden gehouden. Indien men iets aan de vrouwelijke aanwezigheid in de politiek wenst te doen, dient ook hieraan de nodige aandacht te worden besteed. Zo niet blijft men opgesloten in een vicieuze cirkel : er zijn weinig vrouwen in de politiek omwille van de politieke cultuur en deze verandert niet omdat er zich zo weinig vrouwen politiek engageren.

Een stap in de goede richting is bijvoorbeeld de maatregel om geen politieke vergaderingen meer op zondagen te beleggen (cf. een in die zin aangenomen resolutie op het CVP-Congres van juni 1993).

3. *L'indifférence des femmes à l'égard de la politique*

Les femmes témoignent sans doute d'une plus grande indifférence à l'égard des problèmes politiques que d'autres groupes sociaux.

Cette indifférence se trouve par ailleurs accentuée dans une mesure non négligeable par l'attitude de certaines organisations féminines, qui considèrent la politique comme un tabou. Dans certains cas, les femmes sont même exclues des fonctions à responsabilités de leur organisation lorsqu'elles acceptent un mandat politique; il va de soi que cela constitue un obstacle énorme à une candidature éventuelle. Cette attitude est en outre en contradiction avec l'exigence, souvent formulée, d'une plus grande participation des femmes à la vie politique.

L'intervenant souligne ensuite que le groupe CVP est évidemment favorable à une participation plus importante des femmes à la vie politique.

Quant à savoir si cet objectif doit être atteint par le système des quotas actuellement proposé, c'est un autre problème. Il est permis de se poser des questions à ce sujet, étant donné qu'il s'agit d'une construction artificielle et quelque peu forcée. Quand on sait les difficultés que l'on éprouve, dans de nombreuses communes de petite et moyenne importance, à faire figurer des femmes sur les listes pour les élections communales, il faut se dire que l'efficacité du système proposé n'est pas garantie d'avance.

Pour donner au système une chance de réussir, il faudra en tout état de cause faire en sorte que les femmes aient davantage foi dans la politique.

Abstraction faite des objections formulées par le Conseil d'Etat, on peut par conséquent se demander si les mesures proposées permettront effectivement d'atteindre l'objectif fixé. En outre, le système des quotas ne garantit aucunement l'élection effective d'un plus grand nombre de femmes.

L'intervenant insiste enfin pour que, dans la mesure du possible, la commission parvienne à un consensus.

*
* *

M. L. Peeters déclare au nom du groupe SP qu'il soutiendra le projet de loi.

Il ressort à suffisance de l'exposé des motifs du projet de loi que les femmes sont largement sous-représentées dans le monde politique. Le processus d'intégration croissante des femmes dans un certain nombre de domaines ne s'est pas étendu à la vie politique. Il appartient dès lors aux politiques de prendre une initiative en la matière.

Bien que le projet de loi soit le résultat d'un compromis, il présente l'avantage d'instaurer une mesure structurelle en vue de favoriser la représentation des femmes en politique.

Des mesures structurelles s'avèrent en effet indispensables, étant donné que d'autres initiatives, telles

3. *De politieke onverschilligheid van vrouwen*

Wellicht is bij vrouwen sprake van een grotere onverschilligheid ten opzichte van het politieke gebeuren dan bij andere groepen in onze maatschappij.

Dit wordt overigens in niet geringe mate mede in de hand gewerkt door de houding van sommige vrouwenorganisaties die de politiek als een groot taboe beschouwen. Sommige vrouwen worden zelfs uit verantwoordelijke functies binnen hun organisatie gesloten indien ze een politiek mandaat opnemen; uiteraard vormt dit voor een aantal vrouwen een groot obstakel voor een eventuele kandidaatstelling. Deze houding is tevens in tegenspraak met de vaak geformuleerde eis tot een grotere politieke zeggingskracht voor vrouwen.

Spreeker vervolgt dat de CVP-fractie een grotere aanwezigheid van de vrouwen in de politiek uiteraard genegen is.

Of zulks door het thans voorgestelde quota-systeem dient te worden bereikt, is een andere vraag. Men kan zich daar bedenkingen bij maken, aangezien het een kunstmatige en ietwat geforceerde constructie betreft. Gelet op de moeilijkheden die men in vele kleine en middelgrote gemeenten ondervindt om vrouwen op lijsten voor de gemeenteraadsverkiezingen te plaatsen, is het succes van de voorgestelde regeling niet bij voorbaat gewaarborgd.

Om het systeem een kans op slagen te geven, zal het geloof van de vrouwen in de politiek alvast moeten worden gestimuleerd.

Afgezien nog van de bezwaren van de Raad van State, kan men zich bijgevolg afvragen of het uiteindelijk doel wel door de voorgestelde middelen zal worden bereikt. Daarenboven biedt het quota-systeem geenszins de garantie dat ook meer vrouwen daadwerkelijk zullen worden verkozen.

Spreeker dringt er tenslotte op aan om, in de mate van het mogelijke, binnen de commissie een consensus te bereiken.

*
* *

Namens de SP-fractie zegt de heer *L. Peeters* zijn steun toe aan het wetsontwerp.

Uit de memorie van toelichting bij het ontwerp blijkt overduidelijk dat de politieke vertegenwoordiging van de vrouwen ondermaats is. Het groeiende integratieproces van vrouwen op een aantal domeinen heeft zich niet op het politieke forum voltrokken. Hier is bijgevolg een taak weggelegd voor de politici.

Hoewel het wetsontwerp het resultaat is van een compromis, biedt het als voordeel dat het een structurele maatregel impliceert om de politieke vertegenwoordiging van vrouwen te bevorderen.

Structurele maatregelen zijn thans inderdaad noodzakelijk, omdat andere initiatieven — zoals

que des campagnes de sensibilisation, n'ont donné aucun résultat. Or, la présence des femmes à tous les niveaux politiques est importante, notamment et surtout parce qu'elles peuvent mettre en avant, d'une manière qui leur est propre, un certain nombre de thèmes nouveaux.

Des mesures supplémentaires seront sans doute nécessaires à l'avenir.

L'intervenant estime que les alternatives proposées au cours de la discussion générale ne peuvent pas être qualifiées de telles.

1. *La suppression du vote de liste*

Ce n'est là ni plus ni moins que l'introduction de la donnée individuelle dans la politique. Cette option rejette en outre à l'arrière-plan les partis politiques, qui sont essentiels pour la diffusion d'une certaine doctrine. Un parti politique a pour but de rassembler des gens autour de certaines idées, étant donné qu'un système démocratique ne peut pas fonctionner avec seulement des individus.

La suppression du vote de liste risque, dans une phase ultérieure, d'être associée à la suppression de l'obligation de vote. Cela aurait pour conséquence que ne feraient plus de la politique que les personnes qui y trouvent un intérêt et qui pourraient y investir des moyens importants. Une telle évolution ne faciliterait pas nécessairement la percée des femmes dans le monde politique. On risquerait au contraire d'assister à un retour de la répartition des rôles de type classique.

Cette alternative ne permet pas non plus l'approche structurelle du problème.

2. *Les quotas éventuels afférents à d'autres catégories de la population*

Certains se demandent pourquoi il faudrait instaurer pour les femmes un régime spécifique, auquel d'autres catégories de la population, telles que les pensionnés, ne pourraient prétendre.

Cette philosophie méconnaît la réalité sociale et en particulier la composante la plus sociologique de notre société.

3. *L'alternative du VLD*

Il est fait référence à cet égard aux élections internes au VLD, dans le cadre desquelles un nombre relativement élevé de femmes ont obtenu un mandat de dirigeant au niveau le plus élevé.

Ces élections ne peuvent toutefois servir d'étalon pour les prochaines élections législatives. De nombreuses personnalités nationales participaient d'ailleurs aux élections internes du VLD et le principe du renforcement de la représentation des femmes ne peut être transposé purement et simplement au niveau local.

bijvoorbeeld sensibiliseringscampagnes — zonder resultaat zijn gebleven. De aanwezigheid van vrouwen op alle politieke niveau's is evenwel belangrijk, niet in het minst omdat zij een aantal nieuwe thema's op een eigen manier kunnen naar voren brengen.

Wellicht zullen zich in de toekomst nog bijkomende maatregelen opdringen.

Spreeker is van oordeel dat de tijdens de algemene bespreking voorgestelde alternatieven niet als zodanig kunnen worden gekwalificeerd.

1. *De afschaffing van de lijststem*

Dit is noch min noch meer dan het inbrengen van het individuele gegeven in de politiek. Deze optie drijft bovendien de politieke partijen die essentieel zijn voor het introduceren van een bepaald gedachtegoed, naar de achtergrond. Een politieke partij is er op gericht mensen samen te brengen rond bepaalde ideeën, want een democratisch systeem kan niet functioneren met enkel maar individuen.

De afschaffing van de lijststem dreigt in een verdere fase nog te worden gekoppeld aan de afschaffing van de stemplicht. Zulks zal er toe leiden dat politiek nog enkel bedreven wordt door personen die er belang bij hebben en er de grote middelen kunnen voor inzetten. Zulke evolutie zou het niet noodzakelijk makkelijker maken voor de vrouwen om door te breken. Men dreigt integendeel terug te vallen op het klassieke rollenpatroon.

Dit alternatief leidt evenmin tot een structurele benadering van het probleem.

2. *De eventuele quota voor andere bevolkingscategorieën*

Sommigen vragen zich af waarom voor de vrouwen een speciale regeling moet worden getroffen en andere bevolkingscategorieën, zoals bijvoorbeeld gepensioneerden, daar geen aanspraak op zouden kunnen maken.

Deze visie miskent evenwel de maatschappelijke realiteit en meer bepaald het meest sociologische element van onze maatschappij.

3. *Het VLD-alternatief*

Daarbij wordt verwezen naar de interne partijverkiezingen bij de VLD, waar op het hoogste niveau relatief veel vrouwen een bestuursmandaat in de wacht sleepten.

Dit is evenwel niet representatief voor toekomstige parlementsverkiezingen. Bij de interne partijverkiezingen van de VLD waren overigens vele nationale figuren betrokken en de lijn in de richting van een grote vrouwelijke vertegenwoordiging kan niet zonder meer op lokaal niveau worden doorgetrokken.

L'intervenant craint que certaines des alternatives précitées tendent plutôt à individualiser notre société et notre politique qu'à accroître la participation des femmes à la vie politique.

*
* *

M. Dewinter est, lui aussi, favorable à l'objectif du projet de loi à l'examen, à savoir accroître la présence des femmes dans la politique.

La fin ne justifie toutefois pas les moyens, puisque ceux-ci pourraient bien avoir un effet contraire.

Le groupe du Vlaams Blok est opposé à l'instauration d'un quota, et ce, pour trois raisons :

1. *Il faut éviter toute forme de discrimination positive*

Ce principe vaut non seulement pour la représentation des femmes dans la politique, mais aussi pour les mesures en faveur d'autres groupes sociaux.

La discrimination positive est une stratégie inadéquate pour atteindre un but qui peut être noble. Elle présente les désavantages suivants :

a) elle constitue une manière de procéder artificielle et peu crédible par laquelle on tente d'imposer une chose qui ne correspond pas à un souhait assez profond de la population;

b) elle risque d'avoir un effet contraire, dans la mesure où elle vise à protéger les femmes par divers artifices;

c) elle témoigne d'un certain mépris à l'égard des femmes, que l'on considère apparemment incapables d'exercer la pression nécessaire au sein de leur propre parti.

2. *Le jugement négatif porté par la société*

Les mesures proposées n'emporteront pas l'assentiment d'un large groupe de femmes. Il est probable que seules les féministes convaincues y souscriront pleinement.

On fait en effet primer le sexe sur la compétence, qui ne jouera en définitive plus aucun rôle dans la composition des listes de candidats. On constate déjà aujourd'hui que tous les partis se sont mis désespérément en quête de femmes qui veulent bien se porter candidates. On complètera finalement les listes par des femmes alibis et il est à craindre que la société ne jugera pas cette évolution d'une manière positive.

3. *Le monde politique se surestime*

Les hommes politiques doivent tenir compte de certaines évolutions sociales; ils ne peuvent ni ne

Spreker vreest dat sommige van de voormelde alternatieven eerder gericht zijn op een individualisering van onze maatschappij en politiek dan op een grotere participatie van de vrouwen aan het politieke leven.

*
* *

Ook *de heer Dewinter* schaart zich achter de uiteindelijke doelstelling van onderhavig wetsontwerp, zijnde een verhoogde vrouwelijke aanwezigheid in de politiek.

Het doel heiligt evenwel de middelen niet, vooral omdat deze laatste wel eens contra-productief zouden kunnen blijken.

De Vlaams Blok-fractie kant zich tegen opgelegde quota om een drietal redenen :

1. *Iedere vorm van positieve discriminatie moet worden geweerd*

Dit principe geldt niet enkel voor de vertegenwoordiging van vrouwen in de politiek, maar ook voor maatregelen ten gunste van andere bevolkingsgroepen.

Positieve discriminatie betekent een verkeerde strategie om een misschien nobel doel te bereiken. De nadelen ervan zijn dat :

a) het een kunstmatige en weinig geloofwaardige manier van handelen impliceert, waardoor men iets wenst op te dringen wat maatschappelijk onvoldoende leeft;

b) het een omgekeerd effect dreigt te sorteren in de mate dat men de vrouwen met allerlei kunstgrepen wil beschermen;

c) het getuigt van een zekere minachting voor de vrouw, die men blijkbaar niet bekwaam genoeg acht om, indien ze het zelf wil, de nodige druk uit te oefenen binnen haar eigen partij.

2. *De negatieve evaluatie door de maatschappij*

De voorgestelde maatregelen zullen niet gedragen worden door een brede groep van vrouwen. Waarschijnlijk zullen enkel de overtuigde feministen zich er volledig kunnen achter scharen.

Men laat immers het geslacht primeren op de competentie die uiteindelijk geen enkele rol meer zal spelen bij de samenstelling van de kandidatenlijsten. Momenteel blijkt reeds dat alle partijen krampachtig op zoek zijn naar vrouwen die zich kandidaat willen stellen. Uiteindelijk zullen de lijsten worden opgevuld met alibi-vrouwen en men mag vrezen dat deze evolutie niet positief door de maatschappij zal worden ingeschat.

3. *De politiek overschat zichzelf*

De politici moeten inspelen op bepaalde maatschappelijke ontwikkelingen; ze kunnen en mogen

doivent imposer des réformes qui ne trouvent pas d'appui suffisant dans la société.

L'intervenant constate enfin que les partis qui soutiennent les propositions à l'examen ont jusqu'à présent été incapables d'appliquer les principes qu'elles renferment, ainsi qu'en témoigne l'absence ou le nombre limité de femmes dans la composition de leurs groupes. Rien ne les empêchait pourtant d'agir dès avant le dépôt des propositions.

*
* *

M. Cheron estime qu'étant donné que l'objectif du projet de loi à l'examen semble faire la quasi-unanimité, il convient au premier chef de réfléchir aux moyens qui permettraient d'atteindre cet objectif.

On peut distinguer à cet égard deux attitudes principales :

— ou bien on se conteste d'observer l'évolution de la société et les changements dans la répartition des tâches entre les hommes et les femmes, y compris dans la vie politique, en espérant qu'à terme, les femmes exerceront effectivement davantage de mandats politiques;

— ou bien on tente de faire immédiatement une série de pas dans la bonne direction, notamment en modifiant la législation.

Le groupe Ecolo opte pour la deuxième solution, étant donné que la première risque de ne produire aucun résultat avant longtemps. Il est nettement préférable de mener une politique de discrimination positive à l'heure actuelle.

Une série d'arguments ont été invoqués contre l'instauration de quotas obligatoires pour les candidates au cours de la discussion générale.

Ces arguments peuvent cependant être réfutés, ainsi qu'il apparaît ci-après.

1. Pourquoi pas des quotas pour d'autres catégories de la population ?

La réponse à cette question est relativement simple : la distinction entre hommes et femmes dans notre société est la seule distinction exclusive. On est homme ou femme en tant qu'individu.

L'histoire de notre société démocratique l'a montré à plusieurs reprises. Que l'on songe par exemple au vote des femmes, qui s'est longtemps fait attendre.

2. La qualité et la compétence des candidates

L'argument selon lequel les candidates seraient élues moins en raison de leurs qualités intrinsèques qu'en raison de l'existence de quotas ne tient évidemment pas.

zelf geen hervormingen doordrukken die onvoldoende door de maatschappij worden gedragen.

Spreker stelt tenslotte vast dat de partijen die de onderhavige voorstellen ondersteunen tot op heden onbekwaam zijn gebleken om de erin vervatte beginselen zelf toe te passen. Getuige daarvan de samenstelling van hun fracties met weinig of geen vrouwen. Niets belette hen nochtans om daaraan in het verleden reeds te verhelpen.

*
* *

Aangezien zowat iedereen het schijnt eens te zijn met het door het wetsontwerp beoogde doel, dient men zich, volgens *de heer Cheron*, vooral te beraden over de middelen om dit doel te bereiken.

Hierbij kan men hoofdzakelijk twee stromingen onderscheiden :

— ofwel opteert men ervoor toe te kijken hoe de maatschappij zich langzamerhand hervormt en hoe de taakverdeling — ook in het politieke leven — tussen mannen en vrouwen evolueert, waarbij men hoopt dat de vrouwen op termijn inderdaad meer politieke mandaten opnemen;

— ofwel tracht men, onder meer via wettelijke maatregelen, onmiddellijk een aantal stappen in de goede richting te zetten.

De Ecolo-fractie schaaft zich achter de tweede optie, omdat de eerste veel te lange tijd dreigt aan te slepen alvorens resultaten kunnen worden geboekt. Een politiek van positieve discriminatie verdient op dit moment zeer zeker de voorkeur.

Er werden tijdens de algemene bespreking een aantal argumenten tegen de invoering van verplichte quota voor vrouwelijke kandidaten naar voren gebracht.

Deze argumenten kunnen evenwel worden weerlegd, zoals hierna moge blijken.

1. Waarom geen quota voor andere bevolkingscategorieën ?

Hierop kan men vrij eenvoudig antwoorden dat het onderscheid tussen mannen en vrouwen binnen onze maatschappij het enige exclusieve onderscheid is. Men is man of vrouw als individu.

De geschiedenis van onze democratische maatschappij heeft dit meermaals aangetoond. Men denke bijvoorbeeld aan het stemrecht voor vrouwen dat zeer lang op zich heeft laten wachten.

2. De kwaliteit en bekwaamheid van de vrouwelijke kandidaten

Het argument volgens hetwelk de vrouwelijke kandidaten eerder omwille van het bestaan van quota dan omwille van hun eigen bekwaamheden zouden worden verkozen, houdt uiteraard helemaal geen steek.

3. La suppression du vote de liste serait une meilleure alternative

Cette suggestion doit être considérée comme une proposition populiste, non dénuée de dangers.

Une telle mesure aurait en effet une double conséquence :

— la multiplication des campagnes électorales individuelles, basées sur le culte de la personnalité;

— la négation du rôle du parti politique et du fait que l'organisation d'un débat préalable au sujet d'une décision politique est essentielle en démocratie; au moment où se manifeste au sein de la société une tendance à une plus grande indifférence politique et à la dépolitisation, le rôle des partis politiques ne peut pas être minimalisé.

L'intervenant estime que la crise actuelle qui touche la représentation politique et la dépolitisation croissante constituent des défis énormes dont l'enjeu est très important. Il faudra élaborer des solutions sans toutefois s'écarter d'un certain nombre de principes de base tels que le suffrage universel pur et simple.

En ce qui concerne concrètement le projet à l'examen, la discrimination positive à l'égard des femmes se situe au niveau des candidatures et des actes de présentation. Il n'offre, contrairement à la proposition Ecolo (voir *supra*), aucune garantie quant au renforcement de la présence des femmes dans les différentes assemblées.

Les femmes peuvent en effet se voir toutes attribuer sur la liste une place où elles n'ont aucune chance d'être élues.

La disposition transitoire, prévoyant que l'ensemble des mesures n'entreront en vigueur qu'à partir de l'an 2000, est tout à fait injustifiable.

C'est apparemment là le prix qu'il a fallu payer pour que le projet recueille l'adhésion d'une majorité des membres. Le groupe Ecolo propose évidemment de supprimer cette disposition transitoire.

*
* *

Mme Aelvoet observe en premier lieu que les contre-propositions formulées par les groupes VLD et PRL reviennent pour l'essentiel à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête et à faire jouer pleinement, pour l'attribution des mandats, les voix de préférence exprimées. A ses yeux, ce point de vue méconnaît deux principes importants :

a) Il est acquis que de nombreux citoyens souhaitent pouvoir voter en faveur d'un parti et de la liste que celui-ci propose. Même s'il varie d'un parti à l'autre, le phénomène d'identification est une réalité incontestable qui ne saurait être méconnue.

3. De afschaffing van de lijststem zou een beter alternatief zijn

Men dient dit te beschouwen als een populistisch voorstel, dat niet van gevaren ontbloeit is.

Want het gevolg van zulke maatregel zou dubbel zijn :

— de vermenigvuldiging van de persoonlijke verkiezingscampagnes, waarbij de cultus van de eigen persoonlijkheid zijn intrede doet;

— de ontkenning van de rol van de politieke partij en van het feit dat de voorafgaande beraadslaging over een politieke beslissing in een democratie van essentieel belang is; op een ogenblik van een tendens naar grotere politieke onverschilligheid en depolitisering binnen onze maatschappij, mag de rol van de politieke partijen niet worden geminimaliseerd.

Volgens spreker kan men gerust stellen dat de huidige crisis van de politieke vertegenwoordiging en de groeiende depolitisering enorme uitdagingen stellen met een zeer belangrijke inzet. Er zullen oplossingen moeten worden uitgedokterd, zonder evenwel af te wijken van een aantal basisprincipes, zoals het algemeen enkelvoudig stemrecht.

Wat *in concreto* het voorliggende wetsontwerp betreft, situeert de positieve discriminatie ten opzichte van de vrouwen zich op het niveau van de kandidaturen en de voordrachtsakten. Het biedt, in tegenstelling tot het Ecolo-voorstel (zie *supra*), geen enkele waarborg voor een verhoogde vrouwelijke aanwezigheid in de onderscheiden assemblées.

De vrouwen kunnen immers alle een onverkiesbare plaats toegewezen krijgen.

Volkomen onverantwoord kan men de overgangsbepaling noemen, waardoor het geheel van de maatregelen pas vanaf het jaar 2000 volledig van toepassing wordt verklaard.

Dit is klaarblijkelijk de prijs geweest die men heeft moeten betalen om een meerderheid achter het ontwerp te scharen. Uiteraard stelt de Ecolo-fractie voor om deze overgangsbepaling uit het ontwerp te schrappen.

*
* *

Mevrouw Aelvoet merkt in de eerste plaats op dat de tegenvoorstellen van de VLD en de PRL er hoofdzakelijk op neerkomen dat de devolutieve werking van de lijststem wordt afgeschaft en dat men de voorkeurstemmen bij de toewijzing van de mandaten zo veel mogelijk gewicht geeft. Volgens haar gaat dit standpunt voorbij aan twee belangrijke feitelijkheden :

a) Vast staat dat veel burgers voor een partij en voor de door haar voorgestelde lijst willen stemmen. De identificatie is een feit dat onmogelijk kan worden ontkend, ook al varieert die van partij tot partij.

b) Les voix de préférence vont surtout à des personnalités connues, pour quelque raison que ce soit d'ailleurs. Cette célébrité relative touche ceux qui détiennent déjà un mandat ou encore ceux qui ont pu mener une campagne électorale conséquente.

Par rapport à ce dernier aspect, il n'est un secret pour personne que la réussite des campagnes est surtout fonction des moyens financiers engagés par le candidat. Les études du professeur W. Dewachter (KUL) démontrent à suffisance que les moyens engagés par d'aucuns peuvent être énormes. S'en référer uniquement aux voix de préférence risque donc de conforter cette tendance peu souhaitable.

Mme Aelvoet relève dans l'intervention de M. Beysen, que celui-ci a, à juste titre, mis en exergue que grâce aussi à l'action menée par les organisations concernées, la présence des femmes a pu être augmentée de façon conséquente, lors des dernières élections internes au VLD. Celles-ci ont, en effet, décroché un tiers des mandats, ce qui est un résultat pour le moins encourageant.

Toutefois, si l'on se réfère au nombre d'élus féminins que compte ce parti au niveau des différentes assemblées, ce chiffre est nettement moins éloquent.

L'intervenante y oppose celui des élus féminins d'AGALEV, où des accords internes au groupe ont permis, lors des dernières élections législatives, de faire en sorte que cinq des quinze sièges remportés sont allés à des femmes. Aucun groupe ne peut s'aligner sur ce nombre et cela prouve, en tout cas, que ce système aussi permet d'enregistrer des résultats concrets. Mme Aelvoet renvoie aussi à la proposition de loi n° 515/1, qu'elle a déposée avec MM. Defeyt et Winkel et qui vise à instaurer une mesure structurelle de nature à renforcer cette présence féminine.

En ce qui concerne le projet, elle tient à rappeler que celui-ci a connu, en décembre 1992, une première mouture. Celle-ci différait en deux points essentiels de la version finalement déposée :

a) la référence aux places utiles (places éligibles et « de combat ») a été abandonnée;

b) une période transitoire, qui constitue de fait un report global des mesures envisagées, a été instaurée.

Pour ces raisons, le groupe auquel appartient l'intervenante s'est distancié totalement des dispositions à l'examen.

Renvoyant enfin aux propos de Mme Merckx-Van Goey, Mme Aelvoet y relève une possibilité d'encore amender le texte à l'examen. Qu'en est-il exactement ? Sur base de la première version du projet de décembre 1992, elle précise que de rapides calculs ont permis de constater qu'au niveau du Vlaamse Raad, 17 femmes pourraient être élues (sur 118 sièges), tandis qu'au niveau de la future Chambre des représentants, elles seraient 12 sur 150. Cependant

b) De voorkeurstemmen worden vooral uitgebracht op personen die om welke reden ook bekendheid genieten. Die relatief bekende personen zijn onder andere mensen die al een mandaat bekleden of die een doorgedreven kiescampagne hebben kunnen voeren.

In dat verband is het trouwens voor niemand een geheim dat het welslagen van kiescampagnes vooral afhangt van de financiële middelen die de kandidaat heeft geïnvesteerd. De studies van professor W. Dewachter (KULeuven) tonen duidelijk aan dat sommigen gigantische bedragen uitgeven. Baseert men zich uitsluitend op voorkeurstemmen, dan zou dat deze ongewenste tendens kunnen aanmoedigen.

Mevrouw Aelvoet merkt op dat de heer Beysen er terecht op heeft gewezen dat de aanwezigheid van vrouwen ook aanzienlijk kon worden verhoogd mede dank zij de acties die de betrokken organisaties tijdens de laatste interne verkiezingen bij de VLD hebben georganiseerd. Een derde van de plaatsen ging naar vrouwen, wat een op zijn minst hoopgevend resultaat is.

Houdt men evenwel rekening met het aantal vrouwelijke verkozenen dat diezelfde partij in de verschillende vergaderingen telt, dan is dat cijfer duidelijk minder overtuigend.

Spreekster stelt daartegenover het percentage vrouwelijke verkozenen bij Agalev. Bij de laatste parlamentsverkiezingen zijn dank zij een intern akkoord binnen de fractie vijf van de vijftien te bekleden mandaten naar vrouwen gegaan. Geen enkele fractie haalt dat cijfer. Dat bewijst alvast dat ook langs deze weg resultaten kunnen worden geboekt. Mevrouw Aelvoet verwijst ook naar wetsvoorstel n° 515/1, dat ze samen met de heren Defeyt en Winkel heeft ingediend en dat ertoe strekt een structurele maatregel in te voeren waardoor de aanwezigheid van vrouwen wordt versterkt.

Ze herinnert eraan dat dit ontwerp in december 1992 in een eerste vorm werd gegoten. Toen verschilde het op twee essentiële punten van de uiteindelijk ingediende versie :

a) de verwijzing naar de verkiesbare plaatsen (en de strijdplaatsen) werd weggelaten;

b) er werd een overgangperiode ingevoerd, die in feite een algemeen uitstel van de geplande maatregelen betekent.

Om die redenen heeft de fractie waartoe spreekster behoort volledig afstand genomen van de maatregelen die nu ter tafel liggen.

Mevrouw Aelvoet verwijst naar de woorden van mevrouw Merckx-Van Goey en vraagt of ze daaruit moet afleiden dat de ter bespreking voorliggende tekst nog kan worden geamendeerd. Wat is daarvan aan ? Ze verduidelijkt dat aan de hand van een snelle berekening gebaseerd op de eerste versie van het ontwerp van december 1992 is vastgesteld dat in de Vlaamse Raad 17 vrouwen (op 118 zetels) zouden kunnen worden verkozen, terwijl de toekomstige Ka-

avec la formule actuelle, il est acquis qu'on se situera encore en-deça de la représentation actuelle ($\pm 10\%$).

*
* *

M. M. Harmegnies indique que si le Bureau de son parti s'est effectivement prononcé en faveur du projet, dans les discussions préalables, le groupe n'a pas été unanime.

L'intervenant déplore la façon dont plusieurs membres ont « caricaturé » l'intervention de M. Dufour. Celui-ci a simplement voulu mettre en garde contre la désaffection croissante vis-à-vis de la politique, qui frappe aussi les jeunes.

Par rapport au projet à l'examen, l'orateur indique qu'il a été, dans un premier temps, favorable à une présence de 50 % de femmes sur les listes électorales. Son point de vue a quelque peu évolué depuis. Il ajoute qu'en général, face à cette problématique, les barrières sont essentiellement d'ordre socio-culturel.

M. M. Harmegnies rappelle qu'à Charleroi, il y eut à des femmes de grand mérite députées, à un moment où les autres partis n'en avaient pas encore. Elles bénéficiaient d'ailleurs de l'entier appui de leurs collègues masculins. Il constate cependant que lors de la confection des listes électorales, il a parfois été difficile de trouver des femmes qui acceptent de figurer sur celles-ci. Le problème risque donc de se généraliser désormais. À ce propos, le membre regrette que des sanctions négatives soient insérées dans le projet.

Il ne faut, en effet, pas perdre de vue que les femmes sont souvent confinées dans un schéma traditionnel, où il paraît évident que leur place se situe davantage au sein du foyer familial. Il leur est difficile de s'insérer dans la vie politique.

Les femmes qui ont la volonté d'échapper à ce schéma par une activité professionnelle, politique ou autre, ajustent en fait ces activités supplémentaires à l'activité ménagère (ou familiale) habituelle. Il faut relever que pour des raisons budgétaires, on a supprimé les infrastructures telles que crèches ou garderies, par exemple, qui permettaient une relative assistance à la femme active à l'extérieur de son ménage.

C'est pourquoi, M. M. Harmegnies est d'avis qu'il aurait fallu instaurer, au sein des dispositions à l'examen, un système d'évaluation permettant d'adapter ultérieurement la loi à la réalité électorale et surtout réadapter les infrastructures sociales. Il lui semble, en effet, qu'il sera très difficile de revenir sur le texte qui sera probablement adopté.

mer van volksvertegenwoordigers 12 vrouwen (op 150 zetels) zou tellen. Algemeen wordt aangenomen dat de scores volgens de huidige formule evenwel nog lager zullen liggen dan de huidige vertegenwoordiging ($\pm 10\%$).

*
* *

De heer M. Harmegnies wijst erop dat het dagelijks bestuur van zijn partij zich weliswaar heeft uitgesproken voor het wetsontwerp, maar dat de fractie in de besprekingen vooraf niet unaniem was.

Spreker betreurt de wijze waarop verscheidene leden het betoog van de heer Dufour gekarikaturiseerd hebben. Deze heeft immers alleen willen waarschuwen tegen het gevaar dat velen, ook jongeren, zich van de politiek afkeren.

Wat dit wetsontwerp betreft, stipt spreker aan dat hij er aanvankelijk voorstander van was dat de kandidatenlijsten voor de verkiezingen voor de helft uit vrouwen zouden bestaan. Sindsdien is zijn standpunt enigszins geëvolueerd. Hij voegt daaraan toe dat de hindernissen in dit verband doorgaans van sociale en culturele aard zijn.

De heer M. Harmegnies herinnert eraan dat er in Charleroi verscheidene zeer verdienstelijke vrouwelijke volksvertegenwoordigers zijn geweest, terwijl zulks op dat tijdstip niet het geval was bij andere partijen. De betrokken vrouwen genoten overigens ten volle de steun van hun mannelijke collega's. Hij constateert evenwel dat vrouwen in sommige steden en gemeenten af en toe moeilijk bereid konden worden gevonden om op een kandidatenlijst te staan. Het gevaar is dan ook reëel dat dit probleem zich in de toekomst nog zal verbreiden. Spreker betreurt overigens dat het ontwerp in negatieve sancties voorziet.

Er mag immers niet uit het oog worden verloren dat vrouwen door de heersende tradities soms in een traditioneel rollenpatroon worden bevestigd, waardoor het een voor de hand liggende zaak is dat zij eerder aan de haard thuishoren. Het is voor hen dan ook niet eenvoudig in het politieke leven te stappen.

De vrouwen die uit dat rollenpatroon willen stappen via hun beroepsleven, zij het politiek of anderszins, verrichten die extra bezigheden in feite bovenop hun gewone huishoudelijke (of gezins-)taken. Om budgettaire redenen heeft men opvangmogelijkheden zoals crèches en kinderbewaarplaatsen afgeschaft; die boden de uithuizig werkzame vrouw nochtans nog enig soelaas.

Daarom is M. Harmegnies van oordeel dat het ontwerp had moeten voorzien in een evaluatieregeling, ten einde de wet naderhand aan de electorale werkelijkheid te kunnen aanpassen en vooral de sociale infrastructuur opnieuw aan te passen. Het lijkt hem immers uiterst moeilijk later nog terug te komen op een wettekst die waarschijnlijk zal worden aangenomen.

L'orateur cite encore le cas de la constitution de listes « unisexes » pour des raisons purement politiques. Elle risque donc bien d'être sanctionnée. En vertu du principe d'égalité de traitement, ne pourra-t-elle invoquer qu'elle fait l'objet d'une discrimination évidente ?

Par ailleurs, M. M. Harmegnies rappelle qu'à ses yeux, la suppression de la case de tête est un leurre. *A fortiori* lorsqu'il s'agit d'élections législatives ou régionales, l'expérience apprend que l'électeur souhaite pouvoir se prononcer en faveur d'idées et des partis qui les véhiculent. La législation sur le financement des campagnes électorales s'inspire d'ailleurs largement de ce principe.

Il annonce le dépôt lors de la discussion des articles d'un amendement proposant un système qui concilie l'importance de la case de tête avec la volonté d'accorder davantage de valeur aux votes préférentiels (vote plural).

A la lecture de l'avis du Conseil d'Etat et de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, l'orateur ne peut se défaire de l'impression que la législation s'exposera à des recours en cascade, de candidats écartés à l'occasion de la constitution définitive des listes avec des conséquences particulièrement catastrophiques au niveau de la gestion communale. Ils pourront, en effet, introduire devant la Cour d'Arbitrage un recours sur base des articles 10 et 11 de la Constitution.

*
* *

Au nom du groupe PSC, M. Detremmerie déclare souscrire aux intentions du Ministre en la matière. Il émet cependant la crainte qu'on ne parvienne pas à atteindre partout le quota du tiers de présence féminine sur les listes de candidature. Même si au sein du Collège des Bourgmestres et Echevins qu'il préside 25 % de femmes siègent, le membre, pour avoir vécu personnellement les difficultés liées à la confection des listes, précise qu'il est très difficile d'obtenir cette présence et cet engagement sur ces listes.

*
* *

2) Réponses du ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique

Le ministre met en exergue la durée exceptionnellement longue de la discussion générale du projet. Celle-ci lui semble révélatrice à plus d'un égard. Il ne s'agit cependant à ses yeux, que d'une tentative timide de remédier à un état de fait criant. Il est, dès lors,

Spreker verwijst nog naar de mogelijkheid dat sommigen uit louter politieke overwegingen lijsten willen samenstellen waarop alleen leden van hetzelfde geslacht staan. Een dergelijke mogelijkheid dreigt op grond van dit ontwerp te worden bestraft. Zouden de initiatiefnemers van dergelijke lijst op grond van het beginsel van de gelijke behandeling niet kunnen aanvoeren dat zij op onmiskenbare wijze worden gediscrimineerd ?

Voorts brengt de heer M. Harmegnies in herinnering dat de afschaffing van de lijststem volgens hem een illusie is. De ervaring leert dat de kiezer, vooral bij verkiezingen voor het parlement of de gemeenschapsraden, wil kunnen kiezen voor ideeën en voor de partijen waardoor die worden uitgedragen. De wetgeving betreffende de financiering van de verkiezingscampagnes is trouwens in ruime mate gegrond op dat beginsel.

Hij kondigt de indiening aan tijdens de artikelsgewijze bespreking van een amendement dat een regeling voorstelt die het belang van de lijststem erkent en tegelijk meer gewicht aan de voorkeurstemmen toekent (de mogelijkheid om meer dan één stem op dezelfde lijst uit te brengen).

Na lezing van het advies van de Raad van State en van de rechtspraak van het Arbitragehof heeft spreker een sterk voor gevoel dat het ene beroep na het andere tegen de wetgeving zal worden ingesteld, met name door kandidaten die bij de definitieve opstelling van de lijst niet in aanmerking worden genomen, wat bijzonder rampzalige gevolgen heeft voor het bestuur van de gemeenten. Zij kunnen immers bij het Arbitragehof beroep instellen op grond van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

*
* *

Namens de PSC-fractie verklaart de heer Detremmerie dat hij instemt met de bedoelingen van de minister ter zake. Hij vreest evenwel dat niet overal het quota van een derde vrouwen op de kandidatenlijsten kan worden gehaald. Het college van burgemeester en schepenen waarvan hij voorzitter is, bestaat voor 25 % uit vrouwen, maar het lid weet uit eigen ervaring met de samenstelling van de lijsten, dat maar moeilijk kandidaten met het nodige engagement kunnen worden gevonden.

*
* *

2) Antwoorden van de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken

De minister wijst op de uitzonderlijk lange algemene bespreking van het ontwerp, die op een aantal punten vrij onthullend is. Toch gaat het volgens hem over niet meer dan een schuchtere poging om een pijnlijk probleem te verhelpen. Het wekt dan ook

étonnant que tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement, les esprits s'échauffent à ce propos. Le ton parfois « badin » de la discussion est également révélateur à plus d'un égard. Cette discussion aura, à tout le moins, eu le mérite d'aborder enfin ce véritable problème.

Le ministre ajoute que sur le terrain « électoral », le projet, sans être loi, produit déjà ses effets, puisque lors de la constitution des listes communales il est, dans une large mesure, tenu compte de ces dispositions.

Par ailleurs, le ministre concède qu'il s'agit effectivement d'une version atténuée par rapport à la première mouture de décembre 1992. La première raison — qui n'est certes pas la plus importante — est d'ordre technique et réside dans le fait que les places « réservées » n'auraient pu être attribuées qu'en fonction des résultats des dernières élections. Or depuis, plusieurs arrondissements électoraux ont été fusionnés à la suite de la dernière phase de la réforme de l'Etat. Il convient également d'ajouter que, contrairement au projet initial, le projet soumis actuellement aux délibérations de la commission concerne tous les niveaux auxquels des élections sont organisées.

Pour le reste, le projet constitue « le plus grand commun dénominateur » des diverses positions des membres du Gouvernement. Il semble, contrairement à d'autres propositions également intéressantes formulées lors de la discussion générale, réunir une majorité suffisante.

Le ministre précise encore que les dispositions à l'examen introduisent effectivement la notion de « quota ». Concrètement, cela permettra d'augmenter le nombre de femmes déjà présentes sur les listes de candidature. Au vingt-cinq pour cent pour le pays entier, il faudra, en effet, ajouter le nombre de femmes nécessaire pour atteindre cette même proportion au niveau local. Le ministre concède toutefois qu'à beaucoup d'endroits cela ne sera pas facile. Le principe consiste en fait à forcer ceux qui constituent les listes à préférer une femme qui ne fera éventuellement pas beaucoup de voix à un homme qui en fait plus. Plus encore, il s'agit de préférer la présence d'une femme à la place vide.

Pour ce qui est de l'avis du Conseil d'Etat, le ministre renvoie à la réponse contenue dans l'exposé des motifs. A son avis, le projet n'a rien d'anticonstitutionnel.

Quant à la question de savoir pourquoi on ne suit pas ici l'avis du Conseil d'Etat, tandis qu'on le fait pour ce qui concerne le projet instaurant un registre d'attente pour les candidats réfugiés politiques, le ministre fait observer que la situation est assez différente. Pour ce qui concerne le registre, il faut rappeler que tous les recours individuels se situent devant le Conseil d'Etat, qui se prononce d'ailleurs en dernière instance. Ici, cela ne saurait guère être le cas. Tout au plus peut-on imaginer un recours devant la Cour d'arbitrage.

enige verbazing dat zowel binnen als buiten het Parlement de gemoederen hoog oplaaien. Ook de soms nogal « luchthartige » toon van de discussie is volgens hem niet zonder betekenis. Hoe dan ook, dit debat heeft tenminste de verdienste dat het probleem onder de aandacht wordt gebracht.

De minister voegt eraan toe dat het ontwerp « electoraal gezien » al effect sorteert nog voor het wet is geworden. Bij de opstelling van de gemeentekieslijsten wordt immers al in ruime mate rekening gehouden met bepalingen ervan.

Voorts geeft de minister toe dat deze tekst ontdaan is van de scherpe kantjes van de eerste versie, die dateert van december 1992. De eerste — en zeker niet de belangrijkste — reden daarvoor is van technische aard : men had de « gereserveerde plaatsen » immers alleen maar kunnen toewijzen op grond van de resultaten van de vorige verkiezingen. Sinds die verkiezingen werden evenwel tal van kiesarrondissementen samengevoegd, ingevolge de derde fase van de Staatshervorming. Een volledige vergelijking met het oorspronkelijke ontwerp gebiedt bovendien te zeggen dat het thans voorliggende ontwerp betrekking heeft op alle verkiezingsniveau's terwijl dit in het oorspronkelijke ontwerp niet het geval was.

Voor het overige is het ontwerp de « grootste gemeene deler » van de diverse standpunten van de regeringsleden. In tegenstelling tot andere interessante voorstellen die tijdens de algemene bespreking werden geformuleerd, lijkt voor dit ontwerp een toereikende meerderheid te bestaan.

De minister voegt er nog aan toe dat de ter tafel liggende bepalingen inderdaad het begrip « quota » invoeren. Concreet betekent zulks dat het aantal vrouwen die al op de kandidatenlijsten staan, nog kan toenemen. Bij de vijfentwintig procent voor het hele land moeten immers ook nog die vrouwen worden geteld die ervoor zullen moeten zorgen dat ook plaatselijk diezelfde verhouding tot stand komt. De minister geeft toe dat dit niet overal even makkelijk zal gaan. Het komt er in principe op aan de samenstellers van de lijsten er eventueel toe te dwingen te kiezen voor een vrouw die weinig stemmen oplevert, in plaats van voor een man die meer kiezers achter zich schaaft. Meer nog, liever een vrouw op de lijst dan een plaats die open blijft.

Inzake het advies van de Raad van State verwijst de minister naar de memorie van toelichting. Volgens hem druist het ontwerp op geen enkel punt in tegen de Grondwet.

Op de vraag waarom hier niet het advies van de Raad van State wordt gevolgd, terwijl dat wel is gebeurd voor het ontwerp over het wachtregister voor asielzoekers, merkt de minister op dat het hier een totaal andere aangelegenheid betreft. Elk individueel beroep in verband met het wachtregister moet immers door de Raad van State worden beslecht, die zich bovendien in laatste instantie uitsprekt. Hier zou dat nauwelijks mogelijk zijn. Hooguit valt een beroep bij het Arbitragehof te overwegen.

Le ministre met ensuite en évidence le caractère quelque peu contradictoire des contre-propositions formulées par le PRL et le VLD. L'une supprime la case de tête, tandis que l'autre entend neutraliser les voix en case de tête pour le report. Il s'agit en vérité d'un tout autre débat et il lui semble inapproprié de l'introduire ici. Le ministre n'est d'ailleurs guère convaincu que ces propositions puissent contribuer *durablement* à assurer la présence des femmes sur les listes. Il préférerait plutôt *discuter* ultérieurement de l'instauration du scrutin uninominal à un ou à deux tours, à la française plutôt qu'à l'anglaise. Néanmoins, à titre personnel, il reste attaché au scrutin proportionnel. En mêlant ici les deux débats, on risque, en effet, de pratiquer la politique du trompe-l'œil.

En ce qui concerne l'élection directe au sein de certains collèges des bourgmestres et échevins et CPAS, le ministre indique qu'il s'agit certes là d'un problème réel, auquel le Gouvernement n'a pas voulu apporter de solution dans le cadre du projet à l'examen. Il concède également que cette législation pourra utilement faire l'objet d'une évaluation future, par exemple après les prochaines élections communales. Toutefois, il lui semble d'ores et déjà qu'il sera difficile de revenir sur le principe même.

*
* *

Au point de vue technique, *le ministre* fait observer que le projet comprend quelques articles qui font double emploi avec certaines dispositions du projet de loi relatif aux mentions obligatoires sur certains documents électoraux (Doc. n° 1352/1), transmis par le Sénat. Il propose que ces articles ou parties d'articles soient retirés du projet à l'examen et approuvés dans le cadre de la discussion du projet n° 1352/1. C'est aussi une façon de rendre hommage à l'initiative parlementaire qui se trouve à la base du projet en question.

3) Répliques des membres

M. Beysen relève quant à lui que la durée de la discussion générale n'a rien d'exceptionnel. Ces débats illustrent d'ailleurs des divergences, voire des divisions, au sein des différents groupes politiques. Il se demande, dès lors, s'il n'est pas indiqué que la majorité « accorde ses violons » par rapport à ce projet.

L'intervenant est d'avis que la confusion qui règne à ce propos est à mettre en rapport avec le fait qu'on tente de normer légalement une matière qui échappe à de telles normes. Il ajoute qu'il s'agit en réalité d'un projet de loi contre nature. De fait, tous les groupes sont contre le recours à des quotas, qui ne constituent jamais une bonne méthode. On pourrait d'ailleurs à tout le moins espérer d'une démocratie adulte, munie

De minister wijst vervolgens op een aantal tegenstrijdigheden in de tegenvoorstellen van PRL en VLD. In het ene voorstel wordt de lijststem afgeschaft, terwijl het andere niet langer lijststemmen naar de kandidaten wil overhevelen. Eigenlijk wordt hier een volkomen andere discussie gevoerd, waarvoor dit niet de juiste gelegenheid is. De minister gelooft trouwens niet echt dat die voorstellen de positie van de vrouwen op de kiezerslijsten *duurzaam* kunnen versterken. Later wil hij het best hebben over de invoering van het Franse, veeleer dan het Engelse systeem, waarbij in één of twee stemrondes op één kandidaat wordt gestemd. Zelf blijft hij echter voorstander van het systeem van de evenredige vertegenwoordiging. Als nu beide onderwerpen door elkaar worden gemengd, dreigt men in een trompe-l'œil-politiek terecht te komen.

In verband met de rechtstreekse verkiezing in bepaalde colleges van burgemeesters, schepenen en OCMW's, wil de minister niet ontkennen dat het hier een reëel probleem betreft, dat de regering in het kader van dit ontwerp niet heeft willen oplossen. Hij geeft ook toe dat in de toekomst de wetgeving mag worden doorgelicht. Dat zou bijvoorbeeld kunnen na de komende gemeenteverkiezingen. Het lijkt hem in elk geval erg moeilijk om nog aan het principe zelf te raken.

*
* *

Voorts merkt *de minister* op dat het ontwerp technisch gezien een aantal artikelen bevat die sommige bepalingen van het door de Senaat overgezonden wetsontwerp betreffende de verplichte vermeldingen op bepaalde verkiezingsdocumenten (Stuk n° 1352/1) overlappen. Hij stelt voor die artikelen of delen van artikelen uit het voorliggende ontwerp te lichten en ze samen met ontwerp n° 1352/1 te bespreken en goed te keuren. Dat is meteen ook een bewijs van erkentelijkheid voor het parlementaire initiatief dat aan de basis van het bewuste ontwerp lag.

3) Replieken van de leden

De heer Beysen merkt op dat het niet uitzonderlijk is dat de algemene bespreking zoveel tijd in beslag neemt. Tijdens die debatten komen de uiteenlopende en zelfs tegengestelde meningen binnen de verschillende fracties tot uiting. Hij vraagt zich bijgevolg af of de meerderheid het niet beter eerst probeert eens te worden over dit ontwerp.

Volgens spreker is de verwarring die omtrent dit ontwerp heerst, te wijten is aan het feit dat men probeert om een aangelegenheid die aan elke norm ontsnapt wettelijk te regelen. Dit ontwerp is bijgevolg tegennatuurlijk. In feite zijn alle fracties tegen quota gekant, omdat dat nooit een goede methode kan zijn. In een volwassen democratie met een zo lange traditie zou men toch ten minste kunnen hopen

d'une si longue tradition, que ce problème se règle de lui-même. Or, cela n'est manifestement pas le cas.

Il n'y a alors plus que deux solutions envisageables : légiférer ou donner des incitants pour remédier à cet état de fait. M. Beysen cite alors un passage du « Vrouwenmanifest » du VLD :

« Moet men dan een stap zetten naar een wetgeving die de gelijkheid oplegt ? »

Dergelijke wettelijke ingrepen zijn lapmiddelen die een aantasting betekenen van de vrije keuzen van mannen en vrouwen (...). Politieke partijen moeten streven naar een democratische pariteit waarbij mannen en vrouwen evenwaardig deelnemen aan het politieke bedrijf. »

L'orateur déclare se rallier pleinement à ce point de vue.

Plutôt que de recourir à des emplâtres sur une jambe de bois, le membre propose une alternative où la garantie d'une meilleure représentation des femmes est quasiment donnée. Il songe ici tout particulièrement à la neutralisation du vote en tête de liste (voir Développements proposition n° 1027/1 de MM. Dewael et Beysen). Cette neutralisation n'empêche d'ailleurs en rien qu'un tel vote soit émis. Le choix de l'électeur reste donc entier.

Le ministre précise que ce système contient une contradiction fondamentale. Selon le principe actuel, exprimer un vote en tête de liste revient à indiquer son adhésion au programme du parti et à l'ordre des candidats que celui-ci a établi.

Si l'on veut pousser la logique de cette proposition, il faut alors supprimer totalement le vote en tête de liste. Le cas échéant, on en arrive à une solution hybride où, en votant pour un parti, on laisse à ce dernier le soin de déterminer qui sera finalement élu.

M. Beysen est d'avis qu'il est tout à fait compatible de combiner sa préférence pour le programme d'un parti avec celle en faveur d'un de ses candidats. Cela n'ôte rien à la valeur du vote exprimé en faveur d'un parti et de son programme.

A titre expérimental, le recours à un tel système a été simulé et il a permis de déterminer que dans certains cas, la représentation des femmes était jusqu'à 50 % mieux assurée. Ce système est à la fois plus pratique et surtout plus démocratique.

Quant à l'objection selon laquelle les votes de préférence vont pour l'essentiel à des candidats connus, le membre estime devoir la nuancer. Lors des dernières élections législatives — notamment grâce à l'action « Votez femme » —, on a pu remarquer que de nombreux votes ont été exprimés en faveur de candidates, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles n'étaient guère célèbres. Elles n'avaient également pas consacré de gros moyens financiers à leur campagne personnelle. De plus, la célébrité n'est pas négative en soi et peut être due à un travail personnel continu davantage qu'à des affiches.

dat het probleem zichzelf oplost. Blijkbaar is dat helemaal niet het geval.

Er zijn bijgevolg nog slechts twee oplossingen mogelijk : bij wet regelen of stimuli geven opdat er voor die feitelijke toestand een oplossing zou komen. De heer Beysen citeert een passage uit het « Vrouwenmanifest » van de VLD :

« Moet men dan een stap zetten naar een wetgeving die de gelijkheid oplegt ? »

Dergelijke wettelijke ingrepen zijn lapmiddelen die een aantasting betekenen van de vrije keuzen van mannen en vrouwen (...). Politieke partijen moeten streven naar een democratische pariteit waarbij mannen en vrouwen evenwaardig deelnemen aan het politieke bedrijf. »

Spreker staat volledig achter dat standpunt.

In plaats van deze methode, die eigenlijk een pleister op een houten been is, stelt het lid een alternatief voor waarbij een betere vertegenwoordiging van vrouwen praktisch gewaarborgd is. Hierbij denkt hij meer in het bijzonder aan de neutralisering van de lijststem (Zie toelichting bij voorstel n° 1027/1 van de heren Dewael en Beysen). De neutralisering van de lijststem betekent daarom nog niet dat de kiezer geen lijststem meer kan uitbrengen. De keuze van de kiezer wordt bijgevolg niet beknót.

De minister verduidelijkt dat dit stelsel een fundamentele contradictie inhoudt. Volgens het huidige principe betekent een lijststem dat men akkoord gaat met het programma van de partij en met de voorgestelde volgorde van de kandidaten.

Indien men de logica van dit voorstel wil doortrekken, moet de lijststem volledig worden opgeheven. In voorkomend geval komt men tot een hybride oplossing, aangezien men, wanneer men voor een partij stemt, de partij de keuze laat om zelf te bepalen wie uiteindelijk verkozen zal zijn.

De heer Beysen is van oordeel dat het perfect mogelijk is om tegelijkertijd een voorkeur te hebben voor het programma van een partij én voor één van de kandidaten op de lijst. Dat doet niets af aan de waarde van de stem die op een partij en haar programma wordt uitgebracht.

Bij wijze van experiment werd een dergelijke werkwijze gesimuleerd. Aan de hand daarvan kon worden vastgesteld dat vrouwen in bepaalde gevallen tot 50 % beter vertegenwoordigd waren. Dit systeem is praktischer en vooral democratischer.

Volgens het lid moet de bewering dat de voorkeurstemmen in hoofdzaak naar bekende kandidaten gaan, enigszins worden genuanceerd. Tijdens de vorige parlementsverkiezingen is vastgesteld dat, mede dank zij de actie « Stem vrouw », talrijke stemmen zijn uitgebracht op kandidates die, om het zacht uit te drukken, helemaal niet bekend waren. Zij hadden evenmin grote bedragen besteed aan hun persoonlijke campagne. Bekendheid op zich werkt trouwens niet altijd negatief en is veeleer te danken aan voortdurende persoonlijke inzet dan aan affiches.

M. Beysen se déclare aussi persuadé que la limitation des dépenses électorales permettra de niveler davantage les chances des différents candidats.

En conclusion, l'intervenant répète qu'il n'est en rien opposé à une meilleure représentation des femmes aux différents niveaux de pouvoir. Il estime simplement que l'on n'emploie pas les moyens adéquats pour ce faire. Il déplore, en outre, le recours à des sanctions, qui rendront finalement un mauvais service à la cause féminine. Il préfère, à ces normes particulièrement difficiles à appliquer, des mesures plus positives, qui devraient encore pouvoir faire l'objet d'une concertation large et dépassionnée.

*
* *

Mme Aelvoet confirme que le projet de loi à l'examen ne constitue en effet qu'une « timide tentative » en vue de promouvoir une répartition plus équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures. Son groupe n'est dès lors pas disposé à appuyer le projet à l'examen.

Elle se demande d'ailleurs — à la lumière des interventions de MM. Dufour et M. Harmegnies notamment — si le projet bénéficie en fait (encore) de l'appui de la majorité.

Bien que son groupe soit favorable à la tactique de l'opposition constructive, celle-ci n'est possible que s'il reste suffisamment de points positifs, qui justifient une approche constructive. Les moyens proposés par le projet de loi à l'examen ne suffisent pas à réaliser l'objectif poursuivi.

Globalement, le projet aura sans doute un léger effet positif lors des élections communales, mais l'intervenante estime que le fait que le projet ne contient aucune référence à la notion de « place utile » (éligible) est inacceptable.

Plusieurs intervenants faisant partie tant de la majorité que de l'opposition ont formulé des objections à l'encontre de l'instauration d'un système de quotas. La membre se demande combien de membres francophones marqueraient leur accord sur la suppression des nombreux quotas qui ont été fixés au niveau national pour protéger les francophones.

L'intervenante fait observer par ailleurs que les femmes libérales se sont effectivement prononcées à plusieurs reprises en faveur d'un système de quotas. Il est cependant essentiel que ce système soit lié au principe de la place utile (éligible). L'expérience acquise dans les pays scandinaves montre qu'un système basé sur des accords contraignants entre les parties est le seul qui puisse garantir l'élection effective d'un grand nombre de femmes.

*
* *

De heer Beysen is er eveneens van overtuigd dat de beperking van de verkiezingsuitgaven kan zorgen voor een grotere gelijkheid van kansen van de verschillende kandidaten.

Spreeker herhaalt tot slot dat hij helemaal niet gekant is tegen een betere vertegenwoordiging van de vrouwen op de verschillende bevoegdheidsniveaus. Hij is gewoon van oordeel dat daartoe niet de juiste middelen worden aangewend. Hij betreurt bovendien dat daartoe zelfs straffen worden ingesteld, wat de zaak van de vrouwen uiteindelijk een slechte dienst zal bewijzen. Hij verkiest positieve maatregelen waarover een ruim en sereen overleg kan worden gevoerd boven deze moeilijk toepasbare normen.

*
* *

Mevrouw Aelvoet bevestigt dat voorliggend wetsontwerp inderdaad slechts een « schuchtere poging » inhoudt in de richting van een meer evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen op de kandidatenlijsten. Bijgevolg is haar fractie dan ook niet bereid dit ontwerp te steunen.

Zij vraagt zich trouwens af — in het licht van de interventies van onder meer de heren Dufour en M. Harmegnies — of de meerderheid eigenlijk (nog) wel achter het ontwerp staat.

Hoewel haar fractie de tactiek huldigt van een constructieve oppositie, is dit laatste slechts mogelijk voorzover er voldoende positieve punten overblijven, die een constructieve aanpak rechtvaardigen. Dit wetsonwerp is echter te sterk afgezwakt inzake de middelen om het vooropgestelde doel te bereiken.

Wellicht zal er globaal wel een lichtjes gunstig effect zijn voor de gemeenteraadsverkiezingen, maar de totale afwezigheid in het ontwerp van elke verwijzing naar het begrip « nuttige » (verkiezbare) plaats wordt door spreekster als zeer ontoereikend ervaren.

Verschillende interveniënten, zowel uit de meerderheid als uit de oppositie, hebben zich negatief uitgelaten over het zogenaamde « quota »-systeem dat wordt ingevoerd. Het lid vraagt zich hier af hoeveel franstalige leden akkoord zouden gaan met de afschaffing van de vele bestaande quota die op nationaal vlak werden ingesteld ter bescherming van de Franstaligen.

Verder merkt spreekster op dat de liberale vrouwen zich wel degelijk — en zelfs meermaals — hebben uitgesproken ten gunste van dit soort quotasysteem. Het is echter essentieel dat dit systeem wordt verbonden met het principe van de nuttige verkiezbare plaats. De ervaring in de Scandinavische landen heeft geleerd dat een regeling via bindende afspraken tussen de partijen de enige waarborg inhoudt voor de effectieve verkiezing van een grote groep vrouwen.

*
* *

M. Vanleenhove constate que ce débat a été fructueux, puisqu'il a permis de dégager un certain consensus.

Il faut en tout cas s'efforcer de changer les mentalités en profondeur en ce qui concerne la notion d'engagement politique : il règne en effet une très grande indifférence à ce niveau. Ce changement de mentalité doit être l'œuvre de tous : l'intervenant appelle notamment les organisations féminines à y contribuer. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra inciter les femmes à se porter candidates sur une liste.

L'intervenant déclare en guise de conclusion que son groupe soutient le projet à l'examen. Il insiste toutefois pour que l'on procède à une évaluation approfondie du système en projet après son application lors des prochaines élections.

*
* *

M. Dufour fait observer, à l'intention de *M. Cheron*, que les jeunes peuvent actuellement voter à partir de 18 ans, mais n'ont souvent (encore) aucune formation politique à cet âge.

Il analyse ensuite le phénomène, déjà débattu, du désintérêt de la majorité de la population pour la politique. L'intervenant estime que les gouvernements nationaux qui se sont succédé ont en l'occurrence une bonne part de responsabilité.

Il est favorable à l'introduction, dans les programmes d'enseignement, d'un cours spécial destiné à sensibiliser les moins de 18 ans à la chose politique, notamment aux difficultés concrètes des contingences politiques actuelles dans notre pays.

Des sondages récents montrent, même si l'intervenant admet que la plus grande prudence s'impose quant à leur interprétation, que quatre femmes sur cinq se désintéressent de la politique. Les femmes ne sont évidemment pas elles-mêmes responsables de cette situation, elles sont plutôt des victimes.

M. Dufour estime qu'il est bon que le projet de loi ait fait l'objet de quelques réflexions critiques au sein de cette commission. Cela ne signifie pas, en tout cas en ce qui le concerne, que le projet de loi soit remis en cause. L'intervenant formule néanmoins de vives réserves et ajoute que la mission essentielle d'une commission parlementaire consiste à améliorer les textes des projets de loi qui lui sont soumis. Dans ce contexte, l'intervenant réaffirme son opposition à tout système de quotas assorti de sanctions. A la lecture de l'avis du Conseil d'Etat et de la réponse du ministre en la matière, il redoute les conséquences des recours qui seraient éventuellement introduits auprès de la Cour d'arbitrage. Il est par ailleurs tout à fait favorable à une représentation plus importante des femmes sur les listes. L'intervenant propose dès lors d'instaurer un système de quotas basé sur des incitants positifs : une liste qui comporterait un quart ou un tiers de candidates pourrait être autorisée à engager

De heer Vanleenhove stelt vast dat dit debat vruchtbaar is gebleken : hij constateert dat toch een bepaalde mate van eensgezindheid werd bereikt.

Het is in elk geval nodig te streven naar een grondige mentaliteitsverandering tegenover de notie politiek engagement : momenteel heerst terzake immers een zeer grote onverschilligheid. Deze mentaliteitsverandering is de taak van iedereen : spreker roept onder meer ook de vrouwenorganisaties op hieraan mee te werken. Alleen op dergelijke wijze kan een goede basis worden gecreëerd voor de bereidheid van vrouwen om zich kandidaat te stellen op een lijst.

Spreker besluit dat zijn fractie achter het wetsontwerp staat. Hij dringt echter aan om een grondige evaluatie te houden van het ontworpen systeem na de toepassing ervan in de eerstvolgende verkiezingen.

*
* *

De heer Dufour stelt vast, ten aanzien van de heer *Cheron*, dat de jongeren vandaag kunnen stemmen vanaf 18 jaar, maar vaak op die leeftijd nog geen enkele politieke vorming bezitten.

Vervolgens gaat hij in op het reeds besproken verschijnsel van de politieke desinteresse bij het grote publiek. De opeenvolgende nationale regeringen dragen hier volgens spreker een grote verantwoordelijkheid.

Hij is voorstander van de instelling van een speciale cursus in het onderwijs teneinde de minder dan 18-jarigen bewust te maken op politiek vlak, onder meer van de concrete en moeilijke hedendaagse politieke contingenties in dit land.

Recente peilingen — spreker geeft toe dat men voorzichtig moet zijn met de interpretatie ervan — wijzen uit dat 4 op 5 vrouwen zich niet voor politiek interesseren. Uiteraard zijn de vrouwen hier niet zelf verantwoordelijk maar eerder het slachtoffer.

De heer Dufour vindt het een goede zaak dat in deze Commissie een aantal kritische bedenkingen worden gemaakt rond het wetsontwerp. Dit betekent wat hem betreft alleszins niet dat het wetsontwerp zelf in het gedrang wordt gebracht. Anderzijds formuleert spreker toch grote reserves en voegt eraan toe dat de essentiële opdracht van een parlementaire commissie erin bestaat de teksten van de ingediende wetsontwerpen te verbeteren. In deze context herhaalt spreker gekant te zijn tegen een quota-systeem waarbij sancties worden ingesteld. Op basis van het advies van de Raad van State en van het antwoord van de minister terzake, is spreker bevreesd voor de gevolgen van eventuele beroepen bij het Arbitragehof. Anderzijds is hij ten volle voorstander van een grotere vertegenwoordiging van vrouwen op de lijsten. Bijgevolg stelt spreker voor een quotasysteem in te voeren, dat werkt met positieve prikkels : een lijst die in 1/4 — desnoods 1/3 — vrouwelijke kandida-

plus de dépenses électorales que le montant maximum autorisé (par rapport aux listes n'atteignant pas ce quota). Le montant maximum des dépenses électorales pourrait varier en fonction du nombre de femmes figurant sur la liste.

*
* *

M. Cheron constate que *M. Dufour* a manifestement changé d'avis. Il l'invite à présenter un amendement afin de préciser ce système de quotas basé sur des incitants « positifs ». Il s'agit à l'évidence d'incitants d'ordre purement financier.

M. Cheron craint enfin que le projet de loi à l'examen, dont le ministre reconnaît qu'il ne constitue qu'un modeste pas dans la bonne direction, ne soit qu'une nouvelle erreur historique.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Le président, M. Vankeirsbilck constate que certaines dispositions du projet de loi à l'examen correspondent à l'article 3, § 1^{er}, du projet de loi relatif aux mentions obligatoires sur certains documents électoraux (Doc. n° 1352/1), dont la Commission est également saisie.

Afin d'éviter tout chevauchement, il propose dès lors de supprimer les dispositions en question dans le projet de loi à l'examen. Il s'agit des articles 1^{er}, 5, 8, 11, 14, 17, 1^o et 19, 1^o.

La Commission souscrit à l'unanimité à cette proposition.

Article 1^{er}

Cet article a été supprimé par la Commission.

Par suite de cette suppression, les amendements n°s 7 et 8 de *MM. Bertouille* et *Pivin* sont retirés.

Article 1^{er}bis

MM. Bertouille et *Pivin* présentent un amendement (n° 9) tendant à insérer un nouvel article 1^{er}bis visant à supprimer les premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 117 du Code électoral.

Ces alinéas imposent l'obligation de présenter des candidats suppléants et déterminent les formes dans lesquelles doit se faire cette présentation.

*
* *

ten voorziet zou zodoende de toelating krijgen om een bepaalde proportie meer te mogen uitgeven inzake toegelaten verkiezingsuitgaven (in vergelijking met lijsten die dit quotum niet halen). Naargelang het aantal vrouwen op de lijst toeneemt zou men eventueel de toegelaten verkiezingsuitgaven kunnen laten toenemen.

*
* *

De heer Cheron stelt vast dat de heer *Dufour* blijkbaar van mening is veranderd. Hij nodigt de heer *Dufour* uit terzake een amendement in te dienen, teneinde het quotastelsel, dat met « positieve » prikkels zou werken, vorm te geven. Blijkbaar gaat het hier om een louter financiële prikkel.

Ten slotte vreest de heer *Cheron* dat dit wetsontwerp waarvan de minister erkent dat het slechts een bescheiden proging in de goede richting is — wel eens een nieuwe, historische vergissing zou kunnen blijken te zijn.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

De Voorzitter, de heer Vankeirsbilck, stelt vast dat bepaalde artikelen in onderhavig wetsontwerp identiek zijn met artikel 3, § 1, van het wetsontwerp betreffende de verplichte vermeldingen op bepaalde verkiezingsdocumenten (n° 1352/1) dat in deze Commissie eveneens ter bespreking voorligt.

Om overlappingen te vermijden, stelt hij dan ook voor dat de betrokken bepalingen in onderhavig wetsontwerp zouden worden geschrapt. Het gaat hierbij om de artikelen 1, 5, 8, 11, 14, 17, 1^o, en 19, 1^o.

De Commissie is het eenparig eens met dit voorstel.

Artikel 1

Dit artikel werd door de Commissie geschrapt.

De amendementen n°s 7 en 8 van de heren *Bertouille* en *Pivin* worden ingetrokken, tengevolge van de weglating van artikel 1.

Artikel 1bis

De heren Bertouille en *Pivin* stellen bij amendement n° 9 voor om een nieuw artikel 1bis in te voegen, luidens hetwelk in artikel 117 van het Kieswetboek het eerste, tweede en derde lid worden weggelaten.

De kwestieuze leden behelzen de verplichte voordracht van kandidaat-opvolgers en de vorm waarin dit moet gebeuren.

*
* *

L'amendement n° 9 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 10 voix contre une et 2 abstentions.

Art. 2

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 1) tendant à remplacer l'article 117bis proposé du Code électoral par la disposition suivante :

« Sur une même liste, les deux premiers candidats effectifs et les deux premiers suppléants doivent être de sexe différent. »

Pour la justification de leur amendement, les auteurs renvoient à la discussion générale. Ils renvoient en outre à leurs autres amendements au projet à l'examen, ainsi qu'à la proposition de loi de Mme Aelvoet et de MM. Defeyt et Winkel insérant des articles 117bis et 119quater dans le Code électoral et modifiant les articles 120, 123 et 125 du même Code (Doc. n° 515/1).

*
* *

L'amendement n° 1 de Mme Aelvoet et M. Cheron est rejeté par 11 voix contre 2.

L'article 2 est adopté par 8 voix contre 5.

Art. 3

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation. Il est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Art. 4

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 10) visant à supprimer les modifications que l'article 4 tend à apporter à l'article 123 du Code électoral et à les remplacer par les modifications découlant de leur amendement n° 9 (suppression de la présentation obligatoire des candidats suppléants).

*
* *

L'amendement n° 10 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 4 est ensuite adopté par le même vote.

Amendement n° 9 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Art. 2

Mevrouw Aelvoet en de heer Cheron dienen een amendement n° 1 in. Dit strekt ertoe het voorgestelde artikel 117bis van het Kieswetboek te vervangen door de volgende bepaling :

« Op een lijst behoren de twee eerstgeplaatsten van elke categorie tot een verschillend geslacht. »

De indieners verwijzen naar de algemene bespreking voor de verantwoording van hun amendement. Bovendien verwijzen zij naar hun andere amendementen bij dit wetsontwerp, evenals naar het wetsvoorstel van mevrouw Aelvoet en de heren Defeyt en Winkel houdende invoeging van de artikelen 117bis en 119quater in het Kieswetboek en tot wijziging van de artikelen 120, 123 en 125 van hetzelfde Wetboek (Stuk n° 515/1).

*
* *

Amendement n° 1 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen.

Artikel 2 wordt aangenomen met 8 tegen 5 stemmen.

Art. 3

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 4

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 10 in. Dit strekt ertoe de in artikel 4 voorgestelde wijzigingen aan artikel 123 van het Kieswetboek te schrappen en te vervangen door wijzigingen die voortvloeien uit amendement n° 9 van dezelfde auteurs (afschaffing van de verplichte voordracht van kandidaat-opvolgers).

*
* *

Amendement n° 10 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Artikel 4 wordt vervolgens met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 4bis

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 11) tendant à insérer un article 4bis (nouveau) qui abroge l'article 128, § 1^{er}, quatrième alinéa, du Code électoral.

Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (Doc. n° 1316/2, pp. 7-8).

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 27) qui tend également à insérer un article 4bis remplaçant l'article 144, alinéas 2 à 6, du Code électoral par le texte suivant :

« Il peut également marquer son vote dans la case placée en tête d'une liste. »

M. Beysen fait observer que la neutralisation du vote de liste lors des élections législatives permet à chaque candidat figurant sur la liste de briguer les suffrages des électeurs à chances égales.

Une fois adoptée, cette proposition permettrait d'augmenter de cinquante pour cent le nombre de femmes siégeant au Parlement. Vingt pour cent des femmes non élues obtiennent en effet plus de voix de préférence que les candidats, qui doivent leur élection au fait qu'ils occupaient une meilleure place sur la même liste.

*
* *

L'amendement n° 11 de *MM. Bertouille et Pivin* est rejeté par 13 voix contre une et 2 abstentions.

L'amendement n° 27 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 12 voix contre 3 et une abstention.

Art. 4ter

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement n° 12 tendant à insérer un article 4ter prévoyant que l'article 144 du Code électoral est remplacé par la disposition suivante :

« L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote. »

M. Bertouille renvoie à la justification de son amendement (Doc. n° 1316/2, pp. 7 et 8).

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement n° 28 tendant également à insérer un article 4ter prévoyant qu'à l'article 172, deuxième alinéa, du Code électoral, les troisième, quatrième et cinquième phrases sont supprimées. Les auteurs renvoient à l'amendement n° 27.

*
* *

Art. 4bis

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 11 in. Dit strekt ertoe een nieuw artikel 4bis in te voegen luidens hetwelk artikel 128, § 1, vierde lid van het Kieswetboek wordt opgeheven.

De indieners verwijzen naar de verantwoording van hun amendementen (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 27 in, eveneens strekkende tot invoeging van een artikel 4bis, luidens hetwelk het tweede lid tot zesde lid van artikel 144 van het Kieswetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Hij kan zijn stem eveneens uitbrengen door een lijststem uit te brengen in het stemvak bovenaan op een lijst. »

De heer Beysen merkt op dat door het neutraliseren van de lijststem voor de wetgevende verkiezingen iedere kandidaat op de lijst met meer gelijke kansen naar de gunst van de kiezer kan dingen.

Dat voorstel zou er toe leiden dat de aanwezigheid van vrouwen in het parlement onmiddellijk met vijftig procent zou versterkt worden. Twintig procent van de niet-verkozen vrouwen behalen immers meer voorkeurstemmen dan kandidaten die door hun gunstige plaats op dezelfde lijst wel verkozen werden.

*
* *

Amendement n° 11 van de heren *Bertouille en Pivin* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Amendement n° 27 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4ter

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 12 in strekkende tot invoeging van een artikel 4ter, luidens hetwelk artikel 144 van het Kieswetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen. »

De heer Bertouille verwijst naar de verantwoording van zijn amendementen (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 28 in, dat er eveneens toe strekt een artikel 4ter in te voegen, luidens hetwelk in artikel 172, tweede lid, van het Kieswetboek de derde, vierde en vijfde volzin worden geschrapt. De indieners verwijzen naar amendement n° 27.

*
* *

L'amendement n° 12 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 13 voix contre une et 2 abstentions.

L'amendement n° 28 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et une abstention.

Art. 4quater

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 13) qui tend à insérer un article 4quater, libellé comme suit :

« Art. 4quater. — A l'article 156, § 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1) au premier alinéa, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° bulletins donnant des suffrages aux candidats de la première liste »;

2) le deuxième alinéa est supprimé;

3) le troisième alinéa est supprimé. »

Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (Doc. n° 1316/2, pp. 7-8).

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 29) tendant à insérer un article 4quater abrogeant les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 173 du Code électoral. Les auteurs renvoient à l'amendement n° 27.

*
* *

L'amendement n° 13 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 13 voix contre une et 2 abstentions.

L'amendement n° 29 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et une abstention.

Art. 4quinquies à 4decies

MM. Bertouille et Pivin présentent ensuite les amendements n°s 14 à 19, tendant à insérer des articles 4quinquies à 4decies.

Les articles proposés tendant à appoter un certain nombre de modifications aux articles 157, 161, 166, 167, 172 et 173 du Code électoral. Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (Doc. n° 1316/2, pp. 7-8).

*
* *

Les amendements n°s 14 à 19 de MM. Bertouille et Pivin sont rejetés par 13 voix contre une et 2 abstentions.

Amendement n° 12 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Amendement n° 28 van de heren Beysen en Van houtte wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4quater

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 13 in, dat ertoe strekt een artikel 4quater in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 4quater. — In artikel 156, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in het eerste lid wordt het 1° vervangen door wat volgt :

« 1° stembiljetten met stemmen voor de kandidaten van de eerste lijst »;

2) het tweede lid wordt opgeheven;

3) het derde lid wordt opgeheven. »

De indieners verwijzen naar de verantwoording bij hun amendementen (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 29 in ertoe strekkend een artikel 4quater in te voegen, dat de opheffing beoogt van het tweede, derde en vierde lid van artikel 173 van het Kieswetboek. De indieners verwijzen naar amendement n° 27.

*
* *

Amendement n° 13 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Amendement n° 29 van de heren Beysen en Van houtte wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4quinquies tot 4decies

De heren Bertouille en Pivin dienen vervolgens de amendementen n°s 14 tot en met 19 in, strekkende tot invoeging van de artikelen 4quinquies tot 4decies.

Door de invoeging van deze artikelen worden een aantal wijzigingen aangebracht aan de artikelen 157, 161, 166, 167, 172 en 173 van het Kieswetboek. De indieners verwijzen naar de verantwoording van hun amendementen (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

*
* *

De amendementen n°s 14 tot en met 19 van de heren Bertouille en Pivin worden verworpen met 13 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Art. 5

Cet article a été supprimé par la Commission (voir *supra*, au début de la discussion des articles).

Art. 6

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 2) tendant à remplacer l'article 14bis proposé de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat par le texte suivant :

« Sur une même liste, les deux premiers candidats effectifs et les deux premiers suppléants doivent être de sexe différent. »

Les auteurs renvoient à la discussion générale.

*
* *

L'amendement n° 2 de MM. Cheron et Mme Aelvoet est rejeté par 14 voix contre 2.

L'article 6 est adopté par 11 voix contre 5.

Art. 7

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par 11 voix contre 5.

Art. 8

Cet article a été supprimé par la Commission (voir *supra*, au début de la discussion des articles).

Art. 9

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 3) visant à remplacer le texte proposé du nouvel article 11bis par un texte identique à celui de leurs amendements n°s 1 et 2. Ils renvoient à la discussion générale.

*
* *

L'amendement n° 3 de Mme Aelvoet et M. Cheron est rejeté par 14 voix contre 2.

L'article 9 est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 5

Dit artikel werd door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikelsgewijze bespreking).

Art. 6

Mevr. Aelvoet en de heer Cheron dienen een amendement n° 2 in ertoe strekkende het voorgestelde artikel 14bis van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur te vervangen door de volgende tekst :

« Op een lijst behoren de twee eerst geplaatste van elke categorie tot een verschillend geslacht. »

De indieners verwijzen naar de algemene bespreking.

*
* *

Amendement n° 2 van de heer Cheron en mevrouw Aelvoet wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

Artikel 6 wordt aangenomen met 11 tegen 5 stemmen.

Art. 7

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 11 tegen 5 stemmen.

Art. 8

Dit artikel werd door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikelsgewijze bespreking).

Art. 9

Mevrouw Aelvoet en de heer Cheron stellen bij amendement n° 3 voor de voorgestelde tekst van het nieuwe artikel 11bis te vervangen door dezelfde tekst als die van hun amendementen n°s 1 en 2. Zij verwijzen naar de algemene bespreking.

*
* *

Amendement n° 3 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron wordt verworpen met 14 tegen 2 stemmen.

Artikel 9 wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 10

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 10bis

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 30) visant à insérer un article 10bis, remplaçant les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 16 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale par la disposition suivante :

« Il peut également marquer son vote dans la case placée en tête d'une liste. ».

Les auteurs renvoient à la discussion générale ainsi qu'à la justification de leurs amendements n°s 27, 28 et 29.

*
* *

L'amendement n° 30 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 13 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 11

Cet article a été supprimé par la Commission (voir ci-dessus, au début de la discussion des articles).

Art. 12

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 4) visant à inscrire le principe énoncé dans leurs amendements n°s 1, 2 et 3, dans un article 22bis (nouveau) de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone.

*
* *

L'amendement n° 4 de *Mme Aelvoet et M. Cheron* est rejeté par 15 voix contre 2.

L'article 12 est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 13

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 12 voix contre 5.

Art. 10

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 10bis

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 30 in strekkende tot invoeging van een artikel 10bis, luidens hetwelk het tweede tot zesde lid van artikel 16 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest wordt gekozen, worden vervangen door de volgende bepaling :

« Hij kan zijn stem eveneens uitbrengen door een stem te geven in het stembak bovenaan op een lijst. ».

De indieners verwijzen naar de algemene bespreking evenals naar de verantwoording van (onder meer) de amendementen n°s 27, 28 en 29.

*
* *

Amendement n° 30 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 11

Dit artikel wordt door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikelsgewijze bespreking).

Art. 12

Mevrouw Aelvoet en de heer Cheron dienen een amendement n° 4 in. Dit strekt ertoe het door hun amendementen n°s 1, 2 en 3 beoogde principe eveneens in te voegen in een nieuw artikel 22bis in de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

*
* *

Amendement n° 4 van mevrouw *Aelvoet* en de heer *Cheron* wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 12 wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 13

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 12 tegen 5 stemmen.

Art. 13bis

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 31), visant à insérer un article 16bis, libellé comme suit :

« A l'article 34 de la même loi, les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas sont remplacés par ce qui suit :

« L'électeur peut voter en marquant son vote dans la case placée en tête de liste en émettant un vote nominatif dans la case placée à la suite des nom et prénom d'un candidat. »

Les auteurs renvoient aux arguments développés au cours de la discussion générale à propos de la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 31 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 12 voix contre 2 et 2 abstentions.

Art. 13ter

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 32) tendant à insérer un article 13ter, libellé comme suit :

« A l'article 45, § 2, deuxième alinéa, de la même loi, les troisième, quatrième, cinquième et sixième phrases sont supprimées.

Au même article, § 2, les deuxième et troisième phrases sont supprimées. »

Les auteurs renvoient aux arguments développés au cours de la discussion générale à propos de la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 32 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 11 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 14

Cet article a été supprimé par la Commission (voir *supra*, au début de la discussion des articles).

Art. 13bis

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 31 in. Dit strekt ertoe een artikel 16bis in te voegen, luidend als volgt :

« In artikel 34 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad voor de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, worden het tweede tot en met het vijfde lid als volgt vervangen :

« De kiezer kan zijn stem uitbrengen door ofwel een lijststem uit te brengen in het stemvak bovenaan op een lijst, ofwel door in het stemvak achter de naam en voornaam van een kandidaat een naamstem uit te brengen. »

De indieners verwijzen naar de in de algemene bespreking ontwikkelde argumentatie met betrekking tot het neutraliseren van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 31 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13ter

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 32 in, strekkende tot invoeging van een artikel 13ter, luidend als volgt :

« In artikel 45 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad voor de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, worden in § 2, tweede lid, de derde, de vierde, de vijfde en de zesde volzin geschrapt.

In hetzelfde artikel, § 2, worden de tweede en derde volzin geschrapt. »

De indieners verwijzen naar de in de algemene bespreking ontwikkelde argumentatie met betrekking tot het neutraliseren van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 32 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 14

Dit artikel wordt door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikelsgewijze bespreking).

Art. 15

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 5) tendant à remplacer l'article 21bis proposé par la disposition suivante :

« Art. 21bis. — Sur une même liste, les deux premiers candidats effectifs et les deux premiers suppléants doivent être de sexe différent. »

Les auteurs renvoient à leurs amendements n°s 1 à 4 et à la discussion générale.

*
* *

L'amendement n° 5 de *Mme Aelvoet et M. Cheron* est rejeté par 15 voix contre 2.

L'article 15 est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 16

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 16bis

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 33) tendant à insérer un article 16bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 16bis. — L'article 29, deuxième alinéa, de la même loi, est complété par un 4°, libellé comme suit :

« 4° à l'article 144, les alinéas 2 à 6 sont remplacés par la disposition suivante :

« Il peut également exprimer son suffrage en émettant un vote de liste dans la case placée en tête de liste. »

Les auteurs renvoient aux arguments qu'ils ont développés au cours de la discussion générale au sujet de la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 33 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 16ter

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement n° 34, visant à insérer un article 16ter, libellé comme suit :

Art. 15

Mevrouw Aelvoet en de heer Cheron dienen een amendement n° 5 in, ertoe strekkende het voorgestelde artikel 21bis te vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21bis. — Op een lijst behoren de twee eerstgeplaatsten van elke categorie tot een verschillend geslacht. »

Zij verwijzen naar hun amendementen n°s 1 tot 4 en naar de algemene bespreking.

*
* *

Amendement n° 5 van *mevrouw Aelvoet en de heer Cheron* wordt verworpen met 15 tegen 2 stemmen.

Artikel 15 wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 16

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 16bis

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 33 in. Dit strekt ertoe een artikel 16bis in te voegen, luidend als volgt :

« In artikel 29 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement worden in het tweede lid volgende wijzigingen aangebracht : een nieuwe 4° wordt ingevoegd luidend als volgt :

« 4° in artikel 144 worden het tweede tot en met het zesde lid als volgt vervangen :

« Hij kan eveneens zijn stem uitbrengen door een lijststem uit te brengen in het stembak bovenaan op de lijst. »

De indieners verwijzen naar de in de algemene bespreking ontwikkelde argumentatie met betrekking tot het neutraliseren van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 33 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 16ter

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 34 in, strekkende tot invoeging van een artikel 16ter, luidend als volgt :

« A l'article 36, deuxième alinéa, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° à l'article 172, il y a lieu de lire le deuxième alinéa comme suit :

« Si ce nombre est supérieur, les sièges sont conférés aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité de voix, l'ordre de la présentation prévaut. »

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° à l'article 173, il y a lieu de supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas; ». »

Les auteurs renvoient à nouveau à l'argumentation qu'ils ont déjà développée en ce qui concerne la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 34 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 17

Le 1° de l'article 17 a été supprimé par la Commission (voir le début de la discussion des articles).

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement n° 20 tendant à remplacer l'article 17, § 2, premier alinéa, de la loi du 19 octobre 1921 organisant les élections provinciales par la disposition suivante :

« Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur au double des membres à élire. »

Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (voir Doc. n° 1316/2, pp. 7 et 8).

*
* *

L'amendement n° 20 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 12 voix contre une et 3 abstentions.

L'article 17, tel qu'il a été modifié, est adopté par 11 voix contre 6.

Art. 18

Cet article ne donne lieu à aucune observation. Il est adopté par 11 voix contre 6.

« In artikel 36 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement worden in het tweede lid volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt als volgt vervangen :

« 4° moet in artikel 172 het tweede lid als volgt worden gelezen :

« Is dat aantal groter, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van de lijst beslissend. »

2° 5° wordt als volgt vervangen :

« 5° moet in artikel 173 het tweede, het derde en het vierde lid worden geschrapt; ». »

De indieners verwijzen nogmaals naar de reeds ontwikkelde argumentatie met betrekking tot de neutralisatie van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 34 van de heren Beysen en Van houtte wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 17

Het 1° van artikel 17 werd door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikels-gewijze bespreking).

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 20 in. Dit strekt ertoe artikel 17, § 2, eerste lid, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen te vervangen door volgende tekst :

« Op een zelfde lijst mogen niet meer kandidaten voorkomen dan het dubbele van het aantal leden dat moet worden gekozen. »

De indieners verwijzen naar de verantwoording van hun amendementen (zie Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

*
* *

Amendement n° 20 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 12 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Artikel 17, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 18

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 18bis

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement n° 21 tendant à insérer un article 18bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 18bis. — L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. — L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote. » »

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 35) visant à insérer un article 18bis, libellé comme suit :

« Art. 18bis. — L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. — L'électeur peut voter ou bien en marquant son vote dans la case placée en tête de liste, ou bien en émettant sur une même liste autant de suffrages qu'il y a de sièges à conférer. » »

Les auteurs renvoient aux arguments qu'ils ont développés en ce qui concerne la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 21 de *MM. Bertouille et Pivin* est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 35 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 18ter

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement n° 22 visant à insérer un nouvel article 18ter, aux termes duquel le § 2, deuxième alinéa, de l'article 21 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est supprimé.

Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (Doc. n° 1316/2, pp. 7-8).

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 37) visant à insérer un article 18ter tendant à modifier l'article 21 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales de manière à neutraliser également le vote du liste pour les élections provinciales.

*
* *

L'amendement n° 22 de *MM. Bertouille et Pivin* est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

Art. 18bis

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 21 in, dat de invoeging beoogt van een nieuw artikel 18bis, luidend als volgt :

« Art. 18bis. — Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. — De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen. » »

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 35 in, ertoe strekkende een artikel 18bis in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 18bis. — Artikel 16 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, wordt als volgt vervangen :

« Art. 16. — De kiezer kan zijn stem uitbrengen door ofwel een lijststem uit te brengen in het stemvak bovenaan op een lijst, ofwel door op een zelfde lijst maximaal zoveel stemmen uit te brengen als er zetels te begeben zijn. » »

De indieners verwijzen naar de reeds ontwikkelde argumentatie met betrekking tot het neutraliseren van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 21 van de heren *Bertouille en Pivin* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 35 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 18ter

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 22 in, ertoe strekkende een nieuw artikel 18ter in te voegen, luidens hetwelk § 2, tweede lid, van artikel 21 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, wordt opgeheven.

De indieners verwijzen naar de verantwoording van hun amendementen (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 37 in, ertoe strekkende een artikel 18ter in te voegen, waardoor artikel 21 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen zodanig wordt gewijzigd dat ook voor de provincieraadsverkiezingen de lijststem wordt geneutraliseerd.

*
* *

Amendement n° 22 van de heren *Bertouille en Pivin* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

L'amendement n° 37 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 19

Le 1° de l'article 19 a été supprimé par la Commission (voir le début de la discussion des articles).

Le Ministre attire l'attention sur une imperfection technique dans le premier alinéa. Il faut en effet ajouter les mots « coordonnée le 4 août 1932 » entre le mot « communal » et le mot « modifié ».

La Commission marque son accord sur ce point.

*
* *

L'article 19, ainsi modifié, est ensuite adopté par 11 voix contre 6.

Art. 20

Le ministre signale un oubli dans le texte néerlandais du 2°bis, b, proposé. Les mots « die voorkomt in » doivent être insérés entre les mots « 117bis » et « hetzelfde ».

La commission marque son accord sur cette correction technique.

*
* *

L'article 20 est adopté par 11 voix contre 4.

Art. 20bis

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 23) tendant à insérer un article 20bis visant, à l'article 40 de la loi électorale communale, à supprimer la possibilité d'émettre plus d'un suffrage ainsi que celle d'émettre un vote de liste.

Les auteurs renvoient à la justification de leurs amendements (Doc. n° 1316/2, pp. 7-8).

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 36) tendant à insérer un article 20bis visant à remplacer le premier alinéa de l'article 40 de la loi électorale communale (« L'électeur peut émettre autant de suffrages qu'il y a de sièges à conférer. ») par la disposition suivante :

« L'électeur peut exprimer son suffrage ou bien en émettant un vote de liste dans la case placée en tête

Amendement n° 37 van de heren Beysen en Van houtte wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 19

Het 1° van artikel 19 werd door de Commissie geschrapt (zie *supra*, bij de aanvang van de artikels-gewijze bespreking).

De minister wijst op een technische tekortkoming in de Franse tekst van het eerste lid : met name ontbreken de woorden « coordonnée le 4 août 1932 » die dienen ingevoegd tussen de woorden « communale » en « modifié ».

De Commissie sluit zich hierbij aan.

*
* *

Artikel 19, aldus gewijzigd, wordt vervolgens aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Art. 20

De minister signaleert een vergetelheid in de Nederlandse tekst van het voorgestelde 2°bis, b : met name dienen de woorden « die voorkomt in » te worden ingevoegd tussen de woorden « 117bis » en « hetzelfde ».

De Commissie is het eens met deze technische verbetering.

*
* *

Artikel 20 wordt aangenomen met 11 tegen 4 stemmen.

Art. 20bis

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 23 in, strekkende tot invoeging van een artikel 20bis, luidens hetwelk, in artikel 40 van de Gemeentekieswet, de mogelijkheid om meer dan 1 stem uit te brengen evenals de mogelijkheid van een lijststem worden geschrapt.

De indieners verwijzen naar de verantwoording van hun amendement (Stuk n° 1316/2, blz. 7-8).

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 36 in. Dit strekt ertoe een artikel 20bis in te voegen, luidens hetwelk het eerste lid van artikel 40 van de Gemeentekieswet (« De kiezer mag zoveel stemmen uitbrengen als er zetels te begeven zijn. ») wordt vervangen door volgende tekst :

« De kiezer kan zijn stem uitbrengen door ofwel een lijststem uit te brengen in het stemvak bovenaan

d'une liste, ou bien en émettant, sur une même liste, autant de suffrages qu'il y a de sièges à conférer. »

Les auteurs renvoient aux arguments qu'ils ont développés au sujet de la neutralisation du vote de liste.

*
* *

L'amendement n° 23 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 36 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 20ter

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 24) tendant à insérer un article 20ter visant à apporter les modifications suivantes à l'article 51 de la loi électorale communale :

- 1) au premier alinéa, 2°, supprimer les mots « qui contiennent plus d'un vote de liste ou »;
- 2) supprimer le second alinéa.

Cet amendement a pour objet de supprimer la case figurant en tête de liste pour les élections communales, de manière à rendre le vote de liste impossible.

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 38) tendant à insérer un article 20ter modifiant l'article 57 de la loi électorale communale de telle sorte que le vote de liste soit neutralisé du fait que les suffrages émis en tête de liste ne sont plus attribués à des candidats individuels (jusqu'à ce que le chiffre d'éligibilité de la liste en question soit atteint pour chacun d'entre eux).

*
* *

L'amendement n° 24 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 38 de MM. Beysen et Van houtte est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 20quater

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 25) visant à insérer un article 20quater supprimant la procédure d'attribution des votes de liste aux différents candidats, prévue à l'article 57, deuxième alinéa, de la loi électorale communale.

op een lijst ofwel door op een zelfde lijst maximaal zoveel stemmen uit te brengen als er zetels te beerven zijn. »

De indieners verwijzen naar de ontwikkelde argumentatie met betrekking tot het neutraliseren van de lijststem.

*
* *

Amendement n° 23 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 36 van de heren Beysen en Van houtte worden verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20ter

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 24 in, dat de invoeging beoogt van een artikel 20ter, luidens hetwelk in artikel 51 van de Gemeentekieswet de volgende wijzigingen worden aangebracht :

- 1) in het eerste lid, 2°, worden de woorden « waarop meer dan één lijststem voorkomt of » weggelaten;
- 2) het tweede lid wordt opgeheven.

Aldus wordt het mogelijk om bij de gemeenteraadsverkiezingen het stembak bovenaan de lijst af te schaffen, zodat een lijststem onmogelijk wordt gemaakt.

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 38 in, dat de invoeging beoogt van een artikel 20ter, luidens hetwelk artikel 57 van de Gemeentekieswet zodanig wordt gewijzigd dat de lijststem wordt geneutraliseerd, doordat de toekenning van de lijststemmen aan de individuele kandidaten (totdat voor elk van hen het verkiesbaarheidscijfer van de betrokken lijst is bereikt) wordt geschrapt.

*
* *

Amendement n° 24 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 38 van de heren Beysen en Van houtte wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20quater

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 25 in, dat de invoeging beoogt van een artikel 20quater, luidens hetwelk de in artikel 57, tweede lid, van de Gemeentekieswet beschreven procedure van toekenning van de lijststemmen aan de individuele kandidaten, wordt geschrapt.

MM. Beysen et Van houtte présentent un amendement (n° 39) visant à insérer un article 20quater abrogeant l'article 10 de la loi électorale communale, ce qui aurait pour effet de contribuer à la neutralisation du vote de liste pour les élections communales.

*
* *

L'amendement n° 25 de *MM. Bertouille et Pivin* est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 39 de *MM. Beysen et Van houtte* est rejeté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

Art. 20quinquies

MM. Bertouille et Pivin présentent un amendement (n° 26) visant à insérer un article 20quinquies abrogeant l'article 58, deuxième alinéa, de la loi électorale communale, qui prévoit une deuxième attribution individuelle des votes de liste en faveur des candidats non élus, c'est-à-dire des suppléants.

*
* *

L'amendement n° 26 de *MM. Bertouille et Pivin* est rejeté par 13 voix contre une et 3 abstentions.

Art. 21

Mme Aelvoet et M. Cheron présentent un amendement (n° 6) visant à supprimer l'article 21.

M. Cheron fait observer que s'il a présenté cet amendement, qui vise à supprimer la disposition transitoire (une quotité d'un quart, dans l'attente d'une quotité d'un tiers, en ce qui concerne le nombre de femmes figurant sur les listes), il ne souscrit pas pour autant au principe des quotas, tel qu'il est instauré par le projet de loi à l'examen. Son groupe reste partisan du système proposé dans le cadre des amendements n°s 1 à 5.

La ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, constate que nombreux sont ceux qui estiment que le projet de loi ne va pas assez loin. Quoi qu'il en soit, cette initiative marque un progrès très substantiel et est en outre unique en Europe. *Mme Dhondt-Opdenbosch* avait déposé, il y a quelques années déjà, une proposition de loi pratiquement identique, mais le moment n'était apparemment pas encore venu. Grâce à la volonté politique du

De heren Beysen en Van houtte dienen een amendement n° 39 in, dat de invoeging beoogt van een artikel 20quater, luidens hetwelk artikel 10 van de Gemeentekieswet wordt opgeheven. Aldus wordt bijgedragen aan de neutralisering van de lijststem voor de gemeenteraadsverkiezingen.

*
* *

Amendement n° 25 van de heren *Bertouille en Pivin* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 39 van de heren *Beysen en Van houtte* wordt verworpen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20quinquies

De heren Bertouille en Pivin dienen een amendement n° 26 in. Het beoogt de invoeging van een artikel 20quinquies, luidens hetwelk artikel 58, tweede lid — dat voorziet in een tweede individuele toekenning van de lijststemmen ten gunste van de niet-gekozen kandidaten, dat wil zeggen de opvolgers — wordt opgeheven.

*
* *

Amendement n° 26 van de heren *Bertouille en Pivin* wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Art. 21

Mevrouw Aelvoet en de heer Cheron dienen een amendement n° 6 in, strekkende tot schrapping van artikel 21.

De heer Cheron merkt op dat het amendement tot schrapping van de overgangsbepaling (één vierde in afwachting van één derde vrouwen op de lijsten) geen goedkeuring inhoudt van het principe van quota zoals dit door het wetsontwerp wordt ingevoerd. Zijn fractie blijft voorstander van wat in de amendementen n°s 1 tot 5 werd voorgesteld.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, stelt vast dat velen vinden dat het wetsontwerp niet ver genoeg gaat. Welnu het gaat in elk geval om een zeer belangrijke vooruitgang, die bovendien uniek is in Europa. Jaren geleden reeds diende *Mevrouw Dhondt-Opdenbosch* een nagenoeg identiek wetsvoorstel in, maar de tijd was toen blijkbaar nog niet rijp. Dank zij de politieke wil van de regering, de overtuiging van de partijleiders en de

gouvernement, à la conviction des dirigeants de partis et à la bonne volonté d'une majorité de membres au sein des divers groupes, le projet à l'examen devrait cette fois aboutir.

La ministre fait observer qu'en dehors des quotas, il n'existe pas tellement d'autres moyens permettant de garantir une représentation effective des femmes. Il va de soi que ce système doit aller de pair avec une sensibilisation des intéressées.

S'il est indéniable que les femmes s'intéressent moins à la politique que les hommes, ce manque d'intérêt n'est toutefois pas de nature à justifier une telle sous-représentation sur la scène politique. Les résultats du sondage cité, selon lequel les 4/5^{es} des femmes ne s'intéresseraient pas à la politique, sont tout simplement inexacts.

M. Bertouille maintient, quant à lui, qu'une analyse approfondie des amendements tendant à supprimer ou à neutraliser le vote de liste montrerait que cette mesure permettrait d'assurer effectivement une meilleure représentation des femmes.

*
* *

L'article 21 est adopté par 11 voix contre 6. L'amendement n° 6 de Mme Aelvoet et M. Cheron devient dès lors sans objet.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié et figure dans le document n° 1316/5, est adopté par 11 voix contre 6.

Dès lors, les propositions de loi suivantes, qui étaient jointes, deviennent sans objet :

— Proposition de loi (Mme Merckx-Van Goey) visant à promouvoir la présence de femmes sur les listes lors des élections législatives, n° 432/1;

— Proposition de loi (M. Van Rossem) modifiant le Code électoral en vue d'assurer la représentation égale des hommes et des femmes sur les listes électorales, n° 497/1;

— Proposition de loi (Mme Aelvoet et MM. Defeyt et Winkel) insérant des articles 117bis et 119quater dans le Code électoral et modifiant les articles 120, 123 et 125 du même Code, n° 515/1.

Le Rapporteur,
A. SCHELLENS

Le Président,
E. VANKEIRSBILCK

goodwill van een meerderheid in de diverse fracties, is het vandaag wel gelukt.

De minister merkt op dat er, buiten quota, niet zoveel andere middelen bestaan om tot een effectieve, gegarandeerde vertegenwoordiging van vrouwen te komen. Uiteraard dient dit gepaard te gaan met sensibilisering van de betrokkenen.

De politieke interesse van vrouwen is inderdaad *de facto* kleiner, maar staat niet in verhouding met hun afwezigheid in de politiek. De geciteerde peiling volgens welke 4/5 van de vrouwen geen interesse zou hebben, is zonder meer onjuist te noemen.

De heer Bertouille van zijn kant blijft van mening dat een grondige analyse van de voorgestelde amendementen met betrekking tot de afschaffing of neutralisatie van de lijststemmen de mogelijkheid zal aantonen om daardoor effectief te komen tot een grotere vertegenwoordiging van de vrouwen.

*
* *

Artikel 21 wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen. Dientengevolge vervalt amendement n° 6 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron.

*
* *

Het gehele wetsontwerp zoals het werd gewijzigd en voorkomt in Stuk n° 1316/5 wordt aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Bijgevolg vervallen de volgende wetsvoorstellen, die aan de bespreking van het wetsontwerp werden toegevoegd :

— Wetsvoorstel (mevrouw Merckx-Van Goey) tot bevordering van de aanwezigheid van vrouwen op de lijsten bij parlementsverkiezingen, n° 432/1;

— Wetsvoorstel (de heer Van Rossem) tot wijziging van het Kieswetboek met het oog op de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kieslijsten, n° 497/1;

— Wetsvoorstel (mevrouw Aelvoet en de heren Defeyt en Winkel) houdende invoering van de artikelen 117bis en 119quater in het Kieswetboek en tot wijziging van de artikelen 120, 123 en 125 van hetzelfde Wetboek, n° 515/1.

De Rapporteur,
A. SCHELLENS

De Voorzitter,
E. VANKEIRSBILCK